

## **Allier attractivité et authenticité du territoire : un défi pour les Causses méridionaux**



### **AUTEURES**

Nicole Sibelet  
Madeleine Mutel  
Mathilde Montzieux  
Sabine Nguyen Ba

CIRAD  
Formatrice indépendante  
CIRAD  
CIRAD

Octobre 2010

*Ce rapport est mis en page pour être imprimé en recto verso.*

## **Allier attractivité et authenticité du territoire: Un défi pour les Causses méridionaux**



**Etude menée du 5 au 17 octobre 2009**

**Website:**

**[http://sociology-agroforestry.cirad.fr/index.php/sociology\\_agroforestry\\_fr](http://sociology-agroforestry.cirad.fr/index.php/sociology_agroforestry_fr)**

### **AUTEURES**

Nicole Sibelet, Madeleine Mutel, Mathilde Montzieux, Sabine Nguyen Ba

*Auteure correspondante : Nicole Sibelet, UMR Innovation, CIRAD, sibelet@cirad.fr*

### **Avec la collobration à l'étude de :**

Cindy Adolphe, David Nicholas Barton, Stéphanie Carrière, Youssouf Cissé, Pierre Clinquart, Charles Galabuzi, Ibrahima Diop Gaye, Mohana Gudde SeetaramaRao Sylvie Guillerme, Johann Huguenin, David Langat, Louise Meylan, Mathilde Montzieux, Sabine Nguyen Ba, Oumarou Palou Madi, Volatiana Minah Rafalimaro Randriamialisoa, Bruno Rapidel, Guillaume Rousseau, Mahamoudou Said, John Tabuti, Lucie Temgoua, Cristobal Villanueva, Michel Dulcire, Régis Peltier.

Crédit photo p. 1&2 : Johann Huguenin

**Octobre 2010**

*Ce rapport est mis en page pour être imprimé en recto verso.*

## **ABREVIATIONS ET ACRONYMES**

BPAE : Bonnes Pratiques Agricoles et Environnementales  
CAD : Contrat d'Agriculture Durable  
CEN : Conservatoires d'Espaces Naturels  
CIRAD : Centre de coopération Internationale en Recherche Agronomique pour le Développement  
CPIE : Centre Permanent d'Initiative pour l'Environnement  
CRPF : Centre Régional de la Propriété Forestière  
CTE : Contrat Territorial Exploitation  
CUMA : Coopérative d'Utilisation de Matériel Agricole  
DDAF : Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt  
DDTM : Direction Départementale des Territoires et de la Mer  
DOCOB : DOCCument d'OBJECTif  
DPU : Droit à Paiement Unique  
FEOGA : Fonds européen d'orientation et de garantie agricole  
GEBRO : Groupement des Eleveurs de Brebis du bassin de Roquefort  
Leader : Liaison entre actions de développement de l'économie rurale  
LIFE : Instrument Financier pour l'Environnement  
MAE(t) : Mesures Agri-Environnementales (territorialisées)  
MIA : Méthodes Innovantes en Agroforesterie  
OCAGER : Opération Concertée d'Aménagement et de Gestion de l'Espace Rural  
ONF : Office National des Forêts  
PAC : Politique Agricole Commune  
PMTVA : Prime au Maintien de la Vache Allaitante  
PMSEE : Prime au Maintien de Systèmes d'Elevage Extensif  
PHAE : Prime Herbagère Agri-Environnementale  
SCOP : Société Coopérative Ouvrière de Production  
SIME : Service Interdépartementale Montagne Elevage Languedoc Roussillon  
SUAMME : Service d'Utilité Agricole Montagne Méditerranéenne et Elevage  
ZSC : Zone Spéciale de Conservation  
ZSP : Zone Spéciale de Préservation  
UNESCO : Organisation des Nations unies pour l'Education, la Science et la Culture

## RESUME

Cette étude a été réalisée sur les Causses méridionaux (France) dans le cadre d'une formation organisée par le Centre International de Recherche Agronomique pour le Développement (CIRAD) en octobre 2009. Les paysages des Causses méridionaux initialement façonnés par l'élevage ovin extensif sont en évolution suite aux processus de déprise agricole, à l'essor des activités touristiques et à l'arrivée de nouveaux habitants. La question centrale de l'étude concernait la représentation sur les paysages qu'en ont les habitants et les acteurs socioprofessionnels.

Si l'évolution récente des paysages – en particulier sa fermeture et les conséquences négatives qui en découlent – est perçue par l'ensemble des acteurs rencontrés, les motivations et les moyens proposés pour modifier le sens de cette évolution sont divers. Les agriculteurs souhaitent un paysage ouvert favorable à la production de fourrage et à la diversification agricole ou non, de leurs activités, pour réduire leur dépendance vis-à-vis des aides de la Politique Agricole Commune (PAC). D'autres acteurs (élus, associations) parient sur l'agriculture, en particulier l'agropastoralisme, pour conserver la biodiversité et l'identité régionale.

D'autres acteurs pensent qu'il faut plutôt générer des activités économiques nouvelles capables de préserver l'identité régionale pour attirer de nouveaux résidents. Si, une partie des nouveaux arrivants répond à ces attentes puisqu'ils s'installent pour la beauté du paysage tout en développant des activités en lien avec le tourisme, de nouveaux propriétaires ne vivant pas sur le territoire le valorisent essentiellement par des plantations de pins.

Pour accompagner les projets des habitants des Causses et concilier leurs intérêts parfois divergents, le Centre Permanent d'Initiative à L'Environnement (CPIE) a mis en place une Opération concertée d'Aménagement et de Gestion de l'Espace rural (OCAGER) et anime deux sites Natura 2000 dont la vocation est la conservation de la biodiversité, en particulier par le maintien de paysages ouverts.

Derrière l'inquiétude des acteurs sur la fermeture visible du paysage transparaît de façon plus ou moins explicitée l'inquiétude sur la possibilité de continuer à vivre de l'agriculture ou d'autres activités sur les Causses méridionaux.

**Mots clefs :** *Causses Méridionaux, Agro-pastoralisme, représentation sociale, entretiens semi-directifs, typologie d'acteurs, sociologie, agroforesterie.*

**Tous nos remerciements à tous ceux et toutes celles qui ont rendu ce travail possible en particulier les personnes qui ont répondu aux enquêtes.**

Merci à Agropolis Fondation et au CIRAD qui ont assuré le financement de ce travail.

# SOMMAIRE

INTRODUCTION.....	9
1. Méthodologie .....	10
1.1 De la formation-recherche en partenariat .....	10
1.2 La commande du CPIE des Causses Méridionaux .....	10
1.3 Des entretiens sur le terrain à l'analyse des données.....	10
2. L'ouverture du paysage sous de multiples facettes.....	12
2.1 Un consensus rassemble tous les acteurs : le milieu se ferme.....	12
2.1.1 Des grands paysages pastoraux ovins à la fermeture du milieu .....	12
2.1.2 La fermeture du paysage est accélérée par les pratiques d'aujourd'hui.....	14
2.2 Des représentations variées du paysage.....	17
3. Les outils de l'Etat au centre des préoccupations .....	18
3.1 Des aides inadaptées au maintien de tous les paysages ouverts.....	18
3.1.1 Des orientations de la PAC qui tendent à agrandir les fermes. ....	19
3.1.2 Dépendance vis-à-vis des aides : inquiétudes quant à l'avenir. ....	20
3.2 Natura 2000 et OCAGER : des actions positives mais insuffisantes .....	22
3.2.1 Le CPIE, une organisation pour la cohésion des acteurs du territoire. ....	22
3.2.2 Natura 2000 : une volonté de responsabiliser les acteurs du territoire.....	23
3.2.3 Des MAE sur mesure mais des financements limités. ....	25
3.2.4 L'OCAGER complémentaire de Natura 2000. ....	26
4. Des stratégies liées aux activités socio-économiques .....	28
4.1 Stratégies liées à l'activité agricole .....	29
4.1.1 .....	29
4.1.2 Diversification des productions.....	29
4.1.3 Diversification des activités .....	30
4.2 Stratégies liées au tourisme : .....	31
4.2.1 Mise en place d'infrastructure d'accueil pour les visiteurs :.....	31
4.2.2 Animation du territoire par des activités touristiques : .....	32
4.2.3 Reconnaissance du paysage comme un héritage.....	32
4.3 Stratégies liées à des aspects sociodémographiques.....	33
4.3.1 Repeupler le territoire.....	34
4.3.2 ...en attirant de nouveaux habitants .....	35
4.3.3 ...mais des réticences vis-à-vis des nouveaux propriétaires. ....	36
5. Typologie d'acteurs.....	37
5.1 Récapitulatif des types d'acteurs .....	37
5.2 Représentation graphique de la typologie .....	38
BIBLIOGRAPHIE .....	41
ANNEXE 1 : Communiqué de presse de l'Ecole Thématique .....	42
ANNEXE 2 : Liste des participants à l'école thématique.....	44
ANNEXE 3 : Guide d'entretien. ....	45
ANNEXE 4 : La PMTVA en 2010 .....	45
ANNEXE 5 : La PAC de 2007-2013 .....	46
ANNEXE 6 : Les objectifs de Natura 2000 .....	48
ANNEXE 7 : OCAGER sur les Causses du Larzac méridional. ....	49

Tableau 1 : Matrice des entretiens.....	11
Tableau 2 : Evolution du nombre de bovins et d'ovins dans le Languedoc-Roussillon (1990-2008).....	12
Tableau 3 : Evolution des formations végétales entre 1956 et 1999.....	13
Tableau 4 : Les grandes orientations de la PAC .....	19
Tableau 7 : Présentation du CPIE .....	22
Tableau 8 : Objectif Natura 2000.....	23
Tableau 9 : Des MAE pour atteindre les objectifs fixés dans les DOCOB.....	24
Tableau 10 : Le CPIE, un opérateur local pour Natura 2000.....	24
Tableau 11 : Les mesures agro-environnementales (MAE).....	25
Tableau 12 : Les objectifs de l'OCAGER .....	26
Tableau 13 : Propos d'acteurs de type A.1 Eleveurs « Ovin Viande extensif » .....	29
Tableau 14 : Propos d'acteurs du type A.2 Eleveurs « Ovin + Bovin » .....	30
Tableau 15 : Propos d'acteurs du type B.1 « paysage ouvert / <i>maintien de l'agriculture</i> » ....	33
Tableau 16 : Propos d'acteurs du type B.2 « paysage ouvert / <i>activités diverses</i> » .....	34
Tableau 17 : Propos d'acteurs du type C.1. Les nouveaux arrivants <i>intégrés</i> .....	35
Tableau 18 : Propos d'acteurs du type C.2 Les autres nouveaux arrivants .....	36
Tableau 19 : Récapitulatif de la typologie en fonction des stratégies.....	37
 Figure 1 : Dynamique naturelle de la végétation des Causses Méridionales .....	 13
Figure 2 : Processus de fermeture du paysage. ....	21
Figure 3 : Historique des dispositifs agri environnementaux.....	25
Figure 4 : Processus de conservation de l'identité paysagère.....	35
Figure 5 : Représentation graphique de la typologie d'acteurs.....	38



# INTRODUCTION

La diminution du nombre des agriculteurs, l'évolution de l'élevage et des pratiques agropastorales, ainsi que la difficulté de concilier les deux mandats de l'agriculture, à savoir l'amélioration de la productivité agricole et la préservation de l'environnement ont été mis en avant par les personnes enquêtées comme des enjeux majeurs sur les Causses Méridionaux.

Les défis qui en découlent concernent notamment le maintien des activités humaines existant sur ce territoire, la création de nouvelles activités, et la mise en place de moyens limitant la fermeture des paysages Caussenards.

Dans ce contexte, le Centre Permanent d'Initiative pour l'Environnement (CPIE) des Causses méridionaux est un acteur institutionnel majeur de gestion du milieu et de développement local. Le CPIE a formulé une demande pour la réalisation d'une recherche auprès de la population des Causses méridionaux, en réponse à la proposition du Centre International pour la Recherche agricole et le Développement (CIRAD) d'organiser l'application pratique d'une formation aux méthodes des sciences humaines.

L'étude porte sur la représentation que les acteurs locaux (habitants, professionnels) ont de leur territoire pour définir les orientations et les stratégies d'action à venir du CPIE. La question principale est : **Quels sont les processus de changement des paysages des Causses méridionaux, tels qu'ils sont perçus par les acteurs locaux et les habitants ?**

Les questions secondaires concernent le paysage :

- Quelles en sont les représentations des acteurs et des habitants?
- Quelles sont leurs pratiques en relation avec les processus de changement du paysage?
- Quels sont leurs stratégies et les moyens mobilisés ?

L'étude, fondée sur la compréhension des représentations des acteurs, implique que le rapport cite le plus souvent possible leurs propos mais toujours dans le respect de l'anonymat.

Nous partons du consensus général autour du phénomène de fermeture du milieu pour mettre en évidence dans un second temps l'existence de représentations variées du paysage. Dans une seconde partie, il s'agira de montrer en quoi les outils de l'état ne permettent pas aujourd'hui aux agriculteurs de maintenir le paysage ouvert et de lutter contre sa fermeture. Enfin l'analyse des stratégies des différents acteurs nous permettra d'affiner notre typologie des acteurs.

# 1. Méthodologie

## *De la formation-recherche en partenariat*

Cette étude a été organisée et réalisée par le CIRAD dans le cadre d'une Ecole thématique intitulée: « Formation aux méthodes des sciences humaines appliquées à l'agroforesterie » qui s'est déroulée du 5 au 17 Octobre 2009 en deux temps: 6 jours à Montpellier et 6 jours sur le terrain (**Cf. Annexe 1 : communiqué de presse**). Cette formation a été financée par Agropolis Fondation et le Centre de Coopération Internationale en Recherche Agronomique pour le Développement (CIRAD) dans le cadre d'un projet de recherche sur les Méthodes Innovantes en Agroforesterie (MIA).

Une équipe internationale (Inde, Cameroun, Sénégal, Costa Rica, Guatemala, Ouganda, Kenya) et pluridisciplinaire (sociologues, géographes, agronomes, écologues, forestiers...) de 22 participants (**Cf. Annexe 2: liste des participants**) coordonnés par quatre encadrants (Nicole Sibelet, Madeleine Mutel, Michel Dulcire et Régis Peltier) a mené l'étude sur **la représentation des habitants et des acteurs socioprofessionnels concernant l'évolution des paysages des Causses méridionaux**. L'étude a été conduite sur trois causses : le Causse du Larzac dans le département de l'Hérault, et les Causses de Blandas et de Campestre-et-Luc dans le département du Gard.

Cette étude a été commanditée par le Centre Permanent d'Initiative pour l'Environnement (CPIE) des Causses Méridionaux.

## *La commande du CPIE des Causses Méridionaux*

Le CPIE des Causses Méridionaux est composé d'élus, de socioprofessionnels représentant les milieux agricoles et forestiers ainsi que d'associations culturelles, de chasseurs, de protection de la nature ou d'éducation à l'environnement.

L'objectif de cette étude était de recueillir la représentation des habitants et des acteurs socioprofessionnels du territoire sur plusieurs points :

- : Quelle signification est donnée à ce mot agropastoralisme désormais employé de façon habituelle par les techniciens ? La notion de sylvo-pastoralisme est-elle spontanément incluse dans ce mot ?
- Quelles sont la place et la fonction des parcours (ressources en herbes, capital foncier, unité paysagère...) ?
- Quel est le devenir de l'agropastoralisme sur le territoire des Causses Méridionaux ?

## *Des entretiens sur le terrain à l'analyse des données*

Le principal outil méthodologique utilisé sur le terrain a été l'enquête. Les participants à la formation étaient répartis en 5 équipes de 4 à 5 personnes. Ils ont réalisé 33 entretiens semi-

directifs de type compréhensifs (Kaufmann 1996) auprès des habitants des trois Causses méridionaux selon un guide d'entretien qu'ils ont construit ensemble et commun à tous les groupes (**Cf. annexe 3 : guide d'entretien**). Une restitution orale des résultats a été faite sur place aux acteurs du territoire des Causses méridionaux. Un premier rapport a été finalisé avec les productions écrites des participants à l'école thématique et a été envoyé à tous les participants, aux enquêtés, aux bailleurs de fonds et aux partenaires. Ce deuxième rapport est un rapport d'approfondissement fait à partir d'un traitement plus poussé des données. Il a été réalisé par Mathilde Montzieux et Sabine Nguyen Ba, dirigées par Madeleine Mutel et Nicole Sibelet. L'analyse des données concerne 29 entretiens. Ces informations ont été complétées, mises en parallèle ou comparées à des données bibliographiques et statistiques pour en permettre l'analyse. Les quatre entretiens restant n'ont pas pu être exploités suite à une qualité de la prise de note insuffisante.

Un classement par thème du contenu des entretiens dans une matrice a permis différentes lectures des entretiens. Les thèmes ont été choisis à partir d'une analyse des champs lexicaux relevés dans les entretiens. Les fragments des entretiens correspondant aux thèmes ont ensuite alimenté la matrice.

**Tableau 1 : Matrice des entretiens**

Thèmes Entretiens	1 Caractéristiques de l'enquête	2 Déprise agricole, Exode	3 Parcours, végétation, paysage	4 Activités agricoles	5 Politiques agricoles	6 Tourisme	7 Problèmes / Conflits
n°1							
n° 2							
....							
n° 29							

Les thèmes 3 et 4 (parcours et activités agricoles) sont en lien direct avec la commande du CPIE tandis que d'autres thèmes ont émergé des discussions avec les enquêtés tels que la déprise agricole (2) et les politiques agricoles (5).

Une fois remplie avec le contenu des entretiens, l'axe horizontal de la matrice contient tous les fragments d'un entretien classé par thèmes. La lecture d'une ligne permet d'analyser les données de cet entretien. L'axe vertical de la matrice contient les fragments de tous les entretiens en rapport avec le thème d'une colonne. La lecture de cet axe facilite la comparaison des données entre les différents entretiens. D'autre part, la lecture transversale du contenu des entretiens à travers le prisme du temps, distinguant les données concernant le passé, le présent et l'avenir, nous a permis d'expliquer de façon dynamique l'évolution paysagère et de déterminer les trajectoires des acteurs.

La construction d'une typologie des acteurs met en évidence la diversité des groupes en présence. Nous avons pu analyser les problématiques et les enjeux locaux en tenant compte des différentes représentations, activités et stratégies des acteurs.

## 2. L'ouverture du paysage sous de multiples facettes

Tout au long du rapport, les phrases en italique et entre guillemets sont celles des personnes interviewées.

*Un consensus rassemble tous les acteurs des Causses Méridionaux: le milieu se ferme et il faut le maintenir ouvert*

### 2.1.1 Des grands paysages pastoraux ovins à la fermeture du milieu

Deux changements principaux du paysage sont observés par les habitants des Causses : l'évolution des troupeaux d'élevage vers plus de bovins au détriment des ovins et l'augmentation du nombre d'arbres au détriment des pelouses. « *Changement (dans le paysage) énorme. Les bovins ont remplacé les ovins.* » « *La pelouse a été envahie par des plantations de pins noirs d'Autriche.* »

**Tableau 2 : Evolution du nombre de bovins et d'ovins dans le Languedoc-Roussillon (1990-2008)**

en millier de têtes	1990	2000	2005	2006	2007	2008
<b>Languedoc-Roussillon</b>						
Bovins	156	189	205	203	207	217
dont vaches laitières	29	24	22	21	21	22
dont vaches nourrices	55	77	76	75	77	78
Ovins	467	447	415	401	394	371
dont brebis mères	306	309	284	275	267	253

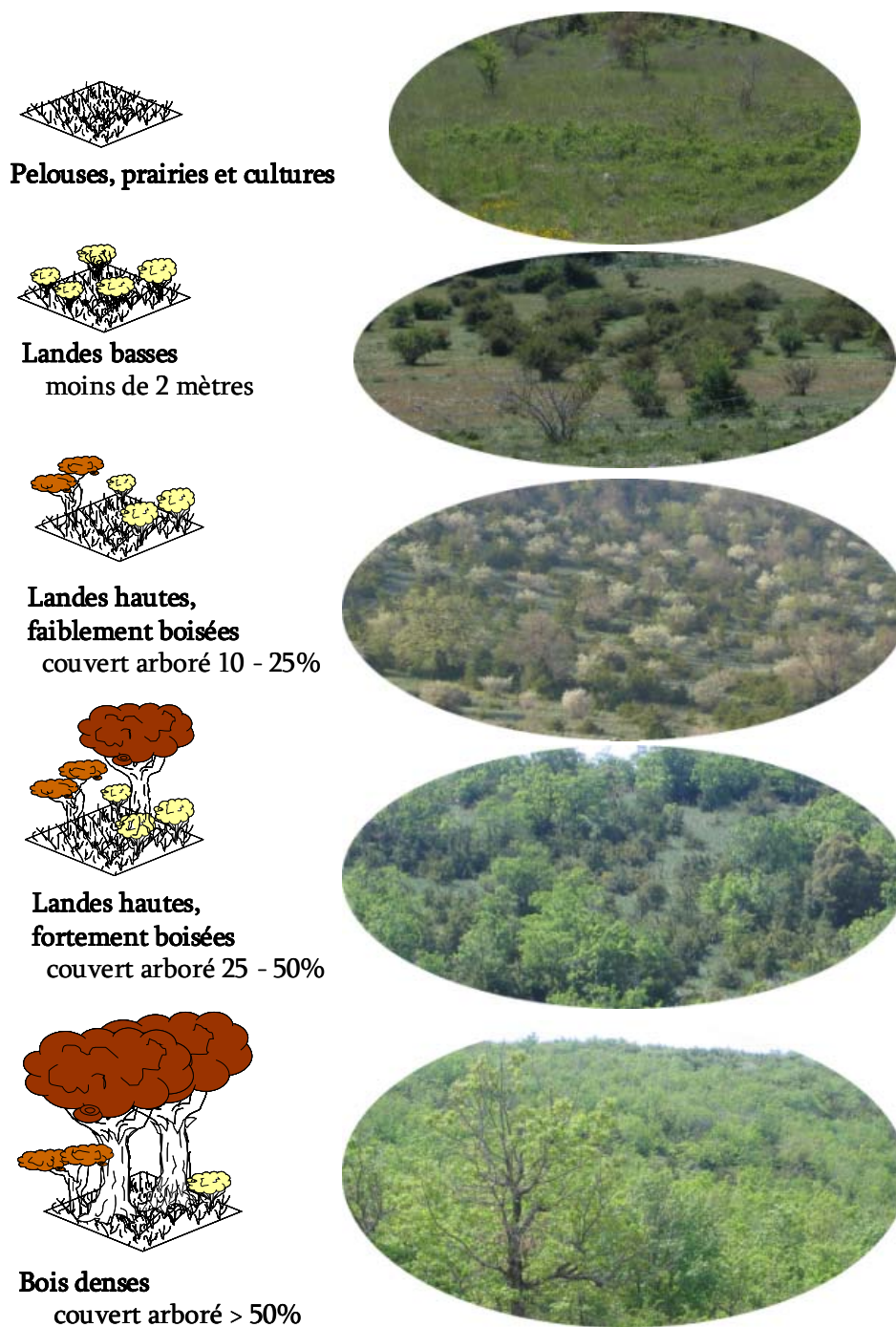
**Source : Agreste - Statistique agricole annuelle (2008 semi-définitif).**

Les Causses méridionaux suivent la tendance régionale : le tableau 2 indique que dans le Languedoc-Roussillon, le cheptel bovin est passé de 156 (milliers de têtes) en 1990 à 217 en 2008 au détriment du nombre d'ovins qui lui est passé de 306 en 1990 à 253 en 2008.

Les acteurs s'accordent sur le fait que **le nombre d'arbres augmente** ce qui conduit à la fermeture du milieu. Ils utilisent les termes « bois » ou « petit-bois » pour désigner le paysage. « *Les vaches pâturent dans les sous-bois. La forêt envahit(...) Beaucoup plus d'arbres.* » « *Les bois ont repoussé. Maintenant c'est un petit-bois.* »

La figure 1 montre les différentes étapes qui conduisent à la fermeture du milieu. Si aucune activité humaine n'est entreprise pour débroussailler, le milieu tend à se fermer naturellement.

**Figure 1 : Dynamique naturelle de la végétation des Causses Méridionaux**  
(Source : CRPF dans rapport CPIE, 2006)



**Tableau 3 : Evolution des formations végétales entre 1956 et 1999**

Formations végétales	Surfaces en 1956		Surfaces en 1999		Evolution ha
	ha	%	ha	%	
Pelouses	4 522	24	2 631	13.9	- 1 891
Ligneux hauts denses	844	4.5	3 904	20.6	+ 3 060
Pelouses sous ligneux hauts	2 668	14.1	1 472	7.8	- 1 196

(CPIE, juillet 2006)

Les statistiques du tableau 3 vont dans le même sens que les données d'entretiens: les ligneux hauts recouvraient 4.5% de la surface des Causses en 1956 et 20.6% en 1999. Ceci au détriment des pelouses : ce sont 1891 hectares de pelouses et 1196 hectares de pelouses sous ligneux hauts qui ont disparu entre 1956 et 1999. Ainsi les arbres remplacent petit à petit les surfaces de pâturages.

**Les enquêtés sont unanimes concernant le phénomène de fermeture du milieu. La bibliographie confirme l'importance de ce phénomène.**

### *2.1.2 La fermeture du paysage enclenchée au début du XXe siècle est accélérée par les pratiques d'aujourd'hui.*

La plupart des personnes interviewées ont donné des fragments d'explication ou d'histoire sur la fermeture des paysages. L'analyse de l'ensemble des entretiens nous a permis de reconstituer la chronologie des processus d'évolution du paysage de 1860 à aujourd'hui, telle qu'elle est perçue par les acteurs locaux. (cf tableau 5 ). Quatre grandes périodes ressortent de cette chronologie.

La première période (en gris très clair dans le tableau 5) date du 19<sup>e</sup> et début du 20<sup>e</sup> durant laquelle, ont commencé les premières **plantations forestières** (1860). C'est à partir de cette période qu'a commencé la dissémination des pins que l'on retrouve aujourd'hui dans les exploitations. Pour tous les habitants, les **pins** sont perçus de façon **négative** pour le paysage, en termes de colonisation du milieu et d'occupation de l'espace. « *La plantation de pin est négative et nous avons besoin de maintenir le maximum de surface pour l'agriculture* ».

Les années 1920 et 1930 ont vu se concrétiser l'interprofession Roquefort et restent marquées par la diminution de l'impact anthropique sur le paysage avec la **fin de l'exploitation du buis** (outils en bois, litière, boules de pétanque). Ceci a eu pour conséquence la prolifération du buis dans la région qui contribue à la fermeture du milieu. « *Il y a 30 ans les buis étaient plus petits et moins répandus.* »

La seconde période commence à partir des années 60 et 70 (en gris clair dans le tableau 5). La productivité est soutenue par la Politique Agricole Commune (PAC) et en parallèle la déprise agricole est fortement marquée, d'où **l'augmentation des clôtures (intensification)**. Afin de soutenir les revenus agricoles, une diversification apparaît notamment à travers le **tourisme** (gîtes ruraux, première chambre d'hôte du département de l'Hérault au Caylar en 1973).

Selon les habitants, la déprise agricole est la première raison qui explique la fermeture des parcours. « *Avant il y avait plus de troupeaux et tous ces terrains étaient entretenus avec les troupeaux.* » « *Maintenant le métier de berger est une profession difficile qui disparaît.* » « *Il n'y a plus personne pour entretenir les parcours.* ». En plus des bergers, de nombreux agriculteurs ont cessé leurs activités « *Départ en retraite des agriculteurs qui ne sont pas remplacés, ce qui entraîne l'abandon des terres agricoles et la fermeture des prairies par de la forêt.* »

**Tableau 4 : Evolution du nombre d'actifs 1988 – 2007 (Gard et Hérault)**

milliers d'UTA	1988		2000		2005		2007	
	UTA des exploitations	dont UTA des exploitations professionnelles	UTA des exploitations	dont UTA des exploitations professionnelles	UTA des exploitations	dont UTA des exploitations professionnelles	UTA des exploitations	dont UTA des exploitations professionnelles
<b>Gard</b>								
Actifs familiaux	11,8	8,9	7,7	6,1	6,4	5,3	6,1	4,9
Dont chefs d'exploitation et coexploitants	11,2	7,3	5,9	4,6	5,0	4,2	5,0	4,0
Dont actifs familiaux salariés	0,6	0,6	0,4	0,4	0,3	0,3	0,3	0,3
Salariés permanents non familiaux	3,2	3,0	2,6	2,6	2,6	2,6	2,4	2,3
Salariés saisonniers	4,6	4,4	3,7	3,7	4,2	4,1	2,8	2,8
ETA, CUMA	0,1	0,0	0,1	0,1	0,1	0,1	P	P
UTA Totales	19,7	16,4	14,1	12,4	13,3	12,1	11,4	10,1
<b>Hérault</b>								
Actifs familiaux	14,9	9,9	9,8	7,2	8,6	6,6	8,4	6,6
Dont chefs d'exploitation et coexploitants	16,1	8,6	7,6	5,5	6,5	5,1	6,3	5,0
Dont actifs familiaux salariés	0,5	0,5	0,3	0,3	0,4	0,4	0,5	0,5
Salariés permanents non familiaux	3,3	3,2	2,6	2,5	2,4	2,4	2,3	2,3
Salariés saisonniers	3,2	2,6	2,5	2,4	2,1	2,0	2,0	1,9
ETA, CUMA	0,1	0,0	0,1	0,1	0,2	0,1	0,2	0,2
UTA Totales	21,4	15,8	15,0	12,2	13,3	11,1	12,9	10,9

UTA (unité de travail annuel) : quantité de travail annuel d'une personne à temps plein.

Source : AGRESTE - Recensements agricoles 1988 et 2000, enquêtes sur la structure des exploitations agricoles 2005 2007

Les données du tableau 4 et les données d'entretiens sont en accord concernant la déprise agricole (11.8 milliers d'UTA en 1988 à 4.9 en 2007 dans le Gard et 14.9 en 1988 à 6.6 en 2007 dans l'Hérault). Du fait que les agriculteurs ne sont pas remplacés les acteurs sont préoccupés quant à l'avenir de l'agriculture sur les Causses. « *Les terrains sont à l'abandon, les héritiers n'en veulent pas toujours.* »

Selon eux, le changement de pratiques agricoles telles que l'intensification, la mécanisation de l'agriculture et la fin du gardiennage des ovins marquée par la pose de clôtures a aussi contribué à la fermeture du milieu au sein des exploitations agricoles. « *Depuis que l'agriculture s'est mécanisée, il y a davantage de récoltes, les bêtes restent à l'intérieur, et le milieu se ferme.* » Les animaux ne se déplacent plus sur toute la surface de l'exploitation. Par conséquent, le milieu se ferme dans les espaces non pâturés par les troupeaux. « *Maintenant les agriculteurs enferment leurs bêtes au sein de clôtures.* » « *Il y a une mosaïque de milieux ouverts et fermés au sein des exploitations.* »

La troisième période concerne les années 80 (en gris moyen dans le tableau 5), au moment où la PAC change d'orientation et abandonne le soutien aux prix agricoles pour renforcer des aides pour la protection de l'environnement (Mesures Agro-Environnementales : MAE). Une des aides européennes intitulée Prime au Maintien de la Vache Allaitante (PMTVA) a incité à développer l'élevage bovin extensif dans la zone. Les éleveurs ovins pensent que « *L'élevage bovin ainsi pratiqué, n'entretient pas le paysage.* » « *Les moutons mangent tout, même le buis. Les vaches ne touchent pas au buis.* » Les éleveurs de bovins/ovins et de bovins pensent au contraire que: « *Les bovins sont mieux pour le paysage que les ovins : les ovins restent à un endroit alors que les bovins pâturent partout.* » C'est durant cette période qu'une accélération de la **fermeture des milieux** a eu lieu avec une **dégradation des pâturages**.

La dernière période, durant les années 2000 (en gris foncé dans le tableau 5), marque la structuration de la PAC en 2 piliers. Le premier pilier concerne la production, et le second

l'environnement. Le premier pilier a de moins en moins d'importance tandis que le second est renforcé avec des contraintes plus élevées en termes de gestion de l'environnement (**Natura 2000, MAE**). Les **stratégies agricoles se diversifient en matière de commercialisation**.

L'activité touristique se développe du fait d'infrastructures tel que le viaduc de Millau.

Enfin, les conditions climatiques sont ressenties comme un risque majeur (gel de printemps, sécheresses en 2003 et ces quatre dernières années).

**Tableau 5: Chronologie des processus d'évolution du paysage de 1860 à aujourd'hui**  
(Sibelet *et al.*, 2010) (Données issues des entretiens)

Processus	Av1960	1960	1970	1980	1990	2000
Plantation forestière	1860					
Interprofession Roquefort	1920-30					
Fin de l'usage du buis						
<b>PAC productiviste</b>						
Accélération de la déprise agricole						
Augmentation des clôtures						
Intensification						
→ Gîtes ruraux (tourisme)			1973 1er Caylar			
<b>PAC - prod + environnement</b>						
Introduction des bovins				PMTVA		
Accélération fermeture paysage						
Dégradation pâturages						
Extensification						
→ Diversification agricole / pluriactivité						
<b>Natura 2000 / MAE</b>						
→ Commercialisation Alternative						
Changement climatique (sécheresses)			1976			2003
Autoroute Viaduc de Millau						

D'après cette analyse, la fermeture du paysage est un processus dont les prémices remontent au 19<sup>ème</sup> siècle. **Cette fermeture du milieu est perçue de façon négative par les habitants et acteurs locaux.** Puisque naturellement le milieu tend à se fermer, ce phénomène est vu comme un manque d'entretien et de gestion du paysage, et comme un abandon du territoire par ses habitants en particulier par les agriculteurs.



**En plus du consensus sur le processus de fermeture du milieu, les enquêtés souhaitent tous le maintien d'un paysage ouvert.** Seul un habitant a exprimé le souhait d'un compromis: *« Je trouve ça pas mal d'un côté mais il ne faut pas que ça se ferme complètement, il faut trouver un équilibre entre l'exploitation et la surexploitation. »*

### *Des représentations variées du paysage*

Durant les entretiens, les habitants ont tous abordé le phénomène de fermeture du paysage. Cependant, les acteurs se différencient quant aux représentations qu'ils ont du paysage.

Pour construire notre typologie d'acteurs, nous avons d'abord distingué 2 groupes parmi les personnes interviewées : le groupe A constitués d'agriculteurs (éleveurs ovins et mixtes ovins/bovins) et le groupe B composé de plusieurs catégories d'acteurs : écologistes, chasseurs, techniciens, éleveurs de chevaux, élus, retraités et professionnels du tourisme. (Cf. tableau 19 : récapitulatif de la typologie en fonction des stratégies)

Le groupe A ne se représente pas les Causses en termes de paysage mais en termes de territoire qui est le support de leur activité économique. Lorsque les agriculteurs évoquent le paysage, ils expliquent son évolution, sa dynamique. *« Sur les parcours, la végétation a changé. Le lichen pousse ». « Les bois ont repoussé, maintenant c'est un petit-bois. »*

Ils déplorent la fermeture du milieu surtout car elle implique la raréfaction de l'herbe et ainsi des coûts supplémentaires pour nourrir leurs bêtes.

Ils ont des valeurs esthétique, identitaire, écologique et économique concernant le paysage.

- *« Les paysages ouverts sont beaux »* : **valeur esthétique** ;
- *« Les arbres [pins] n'ont pas de valeur », « ils n'ont rien à faire dans le paysage »* : **valeur écologique, identitaire et économique** ;
- *« Sans aide, on ne peut pas être autonome pour lutter contre la fermeture du milieu. »* : fortes **valeurs écologiques** connectées à des **valeurs économiques**

Le groupe B rassemble écologistes, chasseurs, éleveurs de chevaux, élus et professionnels du tourisme. Ces personnes expriment :

- des **valeurs esthétiques du paysage**: *« Un coup de foudre pour le Larzac » « Des cailloux, beaucoup de cailloux et encore des cailloux, des fractures, des barrières rocheuses, des colonnes de pierre. » « Le Caylar est un paysage lunaire »,*

- **renforcée par son authenticité qui rend ce territoire attractif** : *« Notion d'espace, d'immensité, idée du bout du monde. », « Le milieu visible par les touristes reste lunaire, steppique, ce qui correspond à leur vision, ils ne sont pas prêts à voir le Causse fermé. » « Les gens viennent pour le côté sauvage, caractère unique. »*

- une valeur écologique des paysages porteur de la **biodiversité** : *« La flore est menacée (...) et la faune également. » « Le milieu fermé est défavorable au petit gibier et autres animaux car ils ont moins d'habitats » « Région à conserver telle qu'elle est. Cadre naturel, un endroit vierge. »*

Le paysage décrit dans les brochures correspond à ces descriptions : « *Sentier ensoleillé, aride, caillouteux, calcaire.* » « *Grand Site, classé, merveille écologique, et géologique, espace naturel protégé...* »

Un troisième groupe, le groupe C, a été identifié à partir des dires des acteurs interviewés qui les ont mentionnés. Nous n'avons pas rencontré les personnes appartenant à ce groupe. Il s'agit des planteurs de pins qui n'habitent pas sur le territoire, Les enquêtés considèrent que ces acteurs sont peu concernés par le paysage des Causses et qu'ils sont en partie responsables de la fermeture du milieu par la dissémination de pins dans la région.. « *Les pins vont envahir le paysage.* » « *Il y a 30 ans il y avait quelques pins mais aujourd'hui le milieu est fermé.* »

L'analyse approfondie du consensus qui existe autour de la fermeture du milieu, nous amène à une première différenciation des acteurs. **L'analyse des représentations du paysage des Causses nous permet de distinguer 3 groupes d'acteurs : le groupe A constitué des agriculteurs comprenant des éleveurs ovins et des éleveurs d'ovins et de bovins pour qui le paysage est d'abord le support de leur activité ; le groupe B constitué des professionnels du tourisme, des élus, des éleveurs de chevaux, des écologistes et des chasseurs pour qui le paysage est d'abord un espace beau, authentique, porteur de biodiversité ; le groupe C propriétaires sylviculteurs non résidents considérés comme peu concernés par l'évolution du paysage des Causses.**

### **3. Les outils de l'Etat au centre des préoccupations**

*Des aides inadaptées au maintien de tous les paysages ouverts.*

La majorité des enquêtés s'accordent sur le fait que les agriculteurs sont les mieux placés pour maintenir les paysages ouverts.

**Les deux moyens pour lutter contre la fermeture du milieu sont le pâturage des animaux «Les parcours sont entretenus par les bêtes, elles règlent la végétation » et l'utilisation de machines (gyrobroyeurs) et de techniques agricoles (rotation, écobuage).** « *Les engins remuent les cailloux, enlèvent le sous-bois* »

La lutte contre la fermeture des paysages nécessite des moyens techniques coûteux. Comme l'agriculture ne peut pas à elle seule amortir ce coût, les acteurs en lien avec l'agriculture mobilisent des subventions provenant de l'Etat ou de l'Europe . C'est pourquoi, les acteurs interrogés ont souvent parlé des systèmes d'aides et de subventions au cours des entretiens alors qu'ils ne faisaient pas l'objet de question principale dans le guide d'entretien.

Ils ont le plus souvent mentionné les outils suivants dont l'objectif direct ou indirect est l'ouverture des paysages :

- par le maintien de l'agriculture à travers le système de la PAC ;
- par la conservation de la biodiversité avec des dispositifs agri-environnementaux : programme LIFE, Natura 2000, Mesures Agri-Environnementales territorialisées (MAE-t)
- par des Opérations Concertées d'Aménagement et de Gestion de l'Espace Rural (OCAGER).

Un bref rappel des orientations de la PAC est présenté dans le tableau 6, et des détails sont reportés dans les annexes 4 et 5 en fin de rapport)

**Tableau 6 : Les grandes orientations de la PAC**

1958 : Les Etats membres renoncent à leurs politiques nationales en matière de productions agricoles. Ils font de la solidarité envers les régions défavorisées une priorité.
1968 : Plan Mansholt : intensification
1970/1980 : Problème de surproduction
1980 : Volonté d'aider les autres secteurs économiques, tendance au gel des terres et des prix, baisses des prix, limitation des garanties offertes aux producteurs avec le régime des seuils de garantie, instauration du système des quotas, détermination de quantités de référence pour chaque exploitation dans le cadre de quantités de références nationales.
Fin des années 1980 : Aide à l'extensification. Début de la PMTVA ( <b>Cf. Annexe 4: la PMTVA en 2010</b> )
1992 : Introduction des paiements compensatoires avec obligation de mise en jachères
1999 : Mise en place de l'agenda 2000. Lier l'octroi des aides au respect des conditions environnementales
2003 : Introduction des Droits à Paiement Unique (DPU) suite à la nouvelle réforme pour répondre aux exigences de l'OMC et la volonté de l'Union Européenne de promouvoir l'adaptation des structures à une agriculture de marché. Instauration d'une aide au revenu calculée par exploitation et découplée de la production (DPU), renforcement de la conditionnalité des aides, mise en place d'un mécanisme de discipline financière.
2007-2013 : Un nouveau cadre basé sur les attentes de la société. ( <b>Cf. Annexe 5: la PAC 2007-2013</b> ) <ul style="list-style-type: none"> <li>– axe prioritaire 1 : amélioration de la compétitivité des secteurs agricole et forestier</li> <li>– axe prioritaire 2 : amélioration de l'environnement et de l'espace rural</li> <li>– axe prioritaire 3 : amélioration de la qualité de vie en milieu rural et diversification de l'économie rurale</li> <li>– axe prioritaire 4 : l'approche LEADER (Liaison Entre Actions de Développement de l'Economie Rurale)</li> </ul>

Sources : (FNSEA ; Bernard Dechambre 2007)

### **3.1.1 Des orientations de la PAC qui tendent à agrandir les fermes.**

Les éleveurs d'ovins et de bovins soulignent que par souci de rentabilité, les éleveurs se mettent à produire des bovins viande et que les exploitations deviennent trop grandes pour pouvoir correctement entretenir la totalité de leurs terrains sans aide ni main d'œuvre supplémentaires. « Avant il n'y avait pas de vaches. De plus en plus depuis 15-20 ans, il y a un abandon des brebis car les vaches avec les primes deviennent aussi intéressantes pour

*moins de travail. [...] Pas de projet à 8 ans de la retraite, c'est trop grand pour mon fils tout seul. Nous ne cherchons pas à faire autre chose. »*

De fait, cette tendance à l'agrandissement des exploitations constitue un frein à l'installation de jeunes agriculteurs. *« Les gens ne reprennent plus les exploitations, c'est compliqué, ce n'est pas gérable, il y a des problèmes au niveau du foncier ».*

Ainsi, les éleveurs qui font uniquement de l'ovin extensif se distinguent des éleveurs qui se sont mis à produire des bovins viande pour bénéficier des aides.

Par ailleurs, élus et techniciens expliquent qu'à une autre échelle les orientations de la PAC ne sont pas adaptées pour contribuer à l'ouverture des paysages ; trois aspects de la PAC sont mentionnés :

- **L'introduction des bovins** : *« La PAC paie beaucoup plus pour les bovins que pour les ovins. [...] La PAC a un impact négatif sur le paysage. »*
- **La gestion des forêts** : *« L'Etat devrait se préoccuper des subventions et de leur impact environnemental. Ce sont des lois, nous ne pouvons pas agir sur celles-ci. Mais si nous avions été consultés, nous aurions donné des avis négatifs. L'Etat doit arrêter de donner des subventions pour planter des pins. » ; « Les subventions de l'Etat sont perçues comme un problème. Avant, ils subventionnaient en même temps la reforestation et les actions pour ouvrir le paysage. Maintenant la reforestation n'est plus promue. »* (les personnes interviewées font référence aux aides à la plantation forestière par le FFN qui n'existent plus depuis Janvier 2000)
- **L'orientation prioritaire des aides vers les productions céréalières plutôt que vers l'élevage et les pâturages** : *« 1 hectare de céréales peut bénéficier de 400€ alors qu'un hectare de pâture ne bénéficie que de 15 à 20 € » « En France, les aides de la PAC sont surtout destinées aux céréaliers (maïs, blé, colza) et seulement 10% sont dédiées aux MAE, alors que sans ces aides les éleveurs ne peuvent pas vivre. »*

### 3.1.2 Dépendance vis-à-vis des aides : inquiétudes quant à l'avenir.

Les agriculteurs soulignent qu'ils sont dépendants des aides pour les activités agricoles mais aussi pour entretenir le paysage : *« Pour mes revenus agricoles, 80% sont issus des primes (MAE, primes sur les bêtes...), environ 18000€ ».*

Or les techniciens rappellent que ces aides ne seront pas données *ad vitam aeternam* : *« En 2013, le plan de la PAC sera revu et les contrats de 5 ans se terminent ; il est difficile de prévoir ce que sera l'avenir. »*

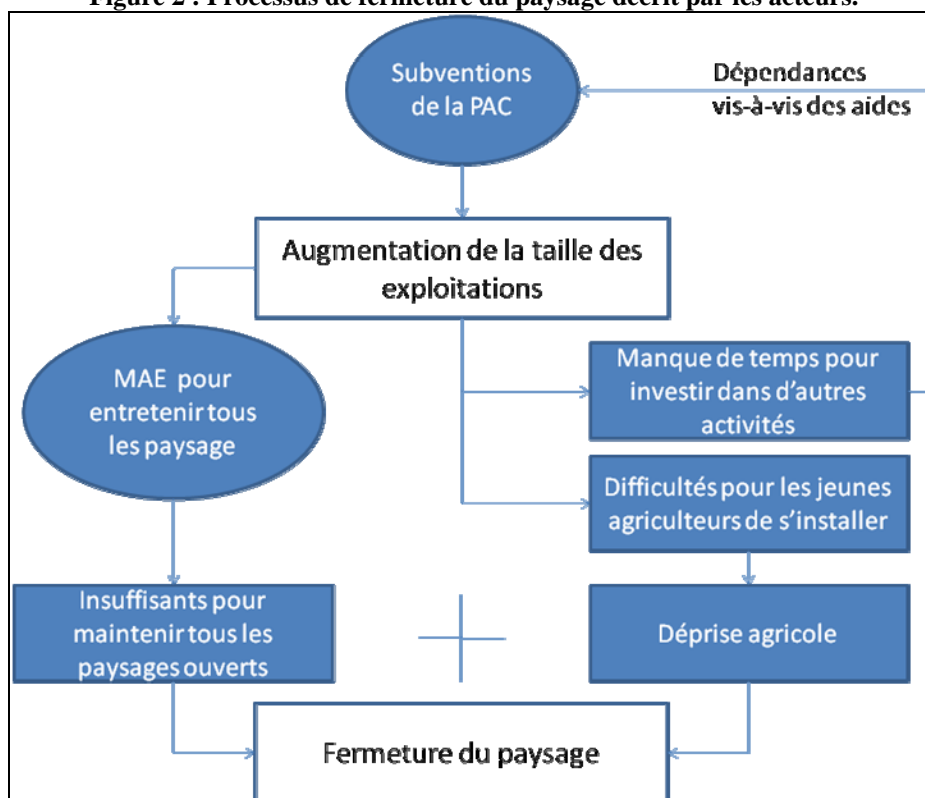
En effet, du 24 mars au 1<sup>er</sup> avril 2010, des réunions sur ***"la Politique Agricole Commune et l'après 2013"*** ont eu lieu à Paris, Edimbourg et Bruxelles.

(<http://www.eurosfaire.prd.fr/news/consulter.php?id=4293>)

Les incertitudes quant au système de subventions de la PAC provoquent ainsi un sentiment de peur concernant l'avenir des activités agricoles mais aussi du territoire : *« Le pire problème va être quand ils vont enlever les primes. La campagne va se vider, c'est ça qui fait peur. Surtout pour les vaches laitières, ça va être dur. Ils ont fait n'importe quoi. ».* (Un éleveur qui a abandonné la production de bovin pour reprendre la production d'ovin lait.)

Ainsi, à partir des entretiens effectués, on peut représenter les liens entre les subventions de la PAC et la fermeture du paysage de la façon suivante :

**Figure 2 : Processus de fermeture du paysage décrit par les acteurs.**



Sources : Entretiens

L'analyse des entretiens fait ainsi ressortir un paradoxe : les aides de la PAC sont globalement critiquées, mais la perspective de leur disparition suscite de vives inquiétudes.

D'une part, les subventions de la PAC tendent à agrandir les exploitations ce qui implique des surfaces supplémentaires à entretenir. Les agriculteurs ont de plus en plus de difficultés à gérer ces grandes surfaces sans main d'œuvre supplémentaire et encore plus pour investir dans de nouvelles activités complémentaires (vente directe, accueil de touristes). Il y a donc une double dépendance : vis-à-vis des aides de la PAC pour leur activité principale et vis-à-vis des MAE pour entretenir le paysage. Cette situation de dépendance préoccupe les agriculteurs qui n'ont pas de vision claire quant au futur système de la PAC après 2013.

D'autre part, la difficulté de gestion des exploitations engendre une non reprise des activités agricoles par les jeunes et les MAE sont considérées comme insuffisantes pour maintenir les paysages ouverts ; d'où une accélération de la fermeture du paysage.

## *Natura 2000 et OCAGER : des actions positives mais insuffisantes*

C'est avec la création de l'Association de Causses Méridionales (ACM) en 1994 par les élus, les socioprofessionnels agricoles et forestiers, ainsi que diverses associations que démarre une gestion concertée du territoire. Devenu Centre Permanent d'Initiatives pour l'Environnement (CPIE) en 2002, la structure recherche des modèles de développement rural visant le maintien et le développement à long terme des activités agricoles, pastorales, forestières et touristiques en harmonie avec les objectifs environnementaux. Une OCAGER a ainsi été montée en 2006 et trois sites Natura 2000 recouvrent une part importante des Causses méridionales.

### *3.2.1 Le CPIE, une organisation pour la cohésion des acteurs du territoire.*

**Tableau 7 : Présentation du CPIE**

Le CPIE des Causses Méridionales est un Centre Permanent d'Initiatives pour l'Environnement. Cette association a pour objet général d'assurer la sauvegarde, la mise en valeur des milieux caussenards, le développement concerté et la promotion des Causses méridionales (causses des départements du Gard et de l'Hérault : Causse noir, Causse Bégon, Causse de Campestre, Causse de Blandas et Causse du Larzac). Composé d'élus, de socioprofessionnels agricoles et forestiers et d'associations de protection de la nature, d'éducation à l'environnement et de chasseurs issus des départements du Gard et de l'Hérault, son fonctionnement est partenarial. Depuis sa création en 1994, le CPIE gère un programme concerté de développement durable autour de trois pôles :

**\* Développement territorial**

- gestion de l'espace (environnement - patrimoine)

**\* Education et sensibilisation à l'environnement**

- animations pour les jeunes
- animations tout public
- formation
- interprétation
- outil pédagogique

**\* Centre de ressources sur l'agriculture et l'environnement**

- centre de documentation
- photothèque
- cartographies SIG
- observatoire photographique des paysages
- productions (collection thématique "Regards vagabonds" et cahiers techniques).

L'association a de nombreux agréments :

- \* Association agréée au titre de la protection de l'environnement
- \* Association agréée au titre d'Associations Educatives Complémentaires de l'Enseignement Public
- \* Association agréée au titre des activités de Jeunesse et d'Education Populaire.

Source : <http://www.cpie-causses.fr/>

Les discours des personnes interrogées rappellent comment s'est constitué le CPIE : « *Il y a environ 20 ans, des conflits entre fermiers, éleveurs bovins et des associations environnementales sont survenus. Les acteurs ont réalisé la nécessité de discuter et l'importance des élus socioprofessionnels. 70% de cette association est constituée de professionnels et les autres sont des producteurs. Cette association est connue comme le CPIE.* »

Elles confirment que le CPIE est une organisation locale adaptée « *Le CPIE est un bon outil. Tout le monde est autour de la table et il y a une super cohésion.* » qui rassemble les différents acteurs du territoire afin d'établir un dialogue entre eux: « *On essaie d'organiser une structure locale pour gérer collectivement la terre pour prioriser les trois principales utilisations (agricole, forestière et touristique) sous l'animation du CPIE, incluant les élus, les propriétaires, les producteurs, les randonneurs et les chasseurs.* »

Ils décrivent également le CPIE comme une organisation locale active : « *Le CPIE identifie quels terrains sont en train de se fermer et recherche des personnes pour entretenir les pâturages.* » ; « *Le paysage est fermé et avec l'aide du CPIE quelques terres sont ouvertes par le débroussaillage.* »

Cependant ils trouvent que son action est limitée par les financements : « *Le jeu des acteurs se passent plutôt bien avec la coordination du CPIE (écolo+ SUAMME + ONF + CRPM + chasseurs) mais il existe des freins liés au futur des aides.* »

Les acteurs locaux se représentent aussi le CPIE comme un moyen de communication, un moyen pour établir des liens entre les agriculteurs et d'autres institutions : « *Les agriculteurs concluent des contrats avec l'Union Européenne et d'autres bailleurs par l'intermédiaire du CPIE pour débroussailler et faciliter le renouveau des parcours* »

### 3.2.2 Natura 2000 : une volonté de responsabiliser les acteurs du territoire

**Tableau 8 : Objectif Natura 2000**

Le réseau Natura 2000 est un outil pour une politique de développement durable garantissant la préservation de la faune, de la flore et des habitats naturels tout en permettant l'exercice d'activités socio économiques indispensables au maintien des zones rurales et au développement des territoires.
---

Sources : (Cf. Annexe 6 : Natura 2000)

« *Natura 2000 a pour objectif de promouvoir l'usage de la région dans le bon sens à travers : l'ouverture du paysage par les producteurs eux-mêmes, la conservation de l'environnement aussi. Le paysage naturel est composé d'une diversité de types de végétations.* »

Sur le territoire des Causses Méridionaux, trois sites Natura 2000 sont référencés:

- Le Causse du Larzac (<http://natura2000.environnement.gouv.fr/sites/FR9101385.html>)
- Les Gorges de la Vis et de la Virenque : (<http://natura2000.environnement.gouv.fr/sites/FR9101384.html>)
- Les Gorges de la Vis et le Cirque de Navacelles (<http://natura2000.environnement.gouv.fr/sites/FR9112011.html>)

**Tableau 9 : Des MAE pour atteindre les objectifs fixés dans les DOCOB**

La concertation avec les acteurs du site concerné a pour objectif de définir les objectifs du site qui concourent au maintien ou à l'amélioration de l'état de conservation des habitats naturels et des espèces pour lesquels ces sites ont été désignés. Cette concertation, dans le cadre du Comité de pilotage (COPIL) et au sein des réunions d'élaboration du Document d'objectifs (DOCOB) a pour objectif de prendre en compte l'ensemble des aspirations des parties prenantes, quelles soient écologiques, économiques, culturelles ou sociales. Pour réaliser les objectifs, cette participation effective permet d'envisager des solutions et mesures concrètes à mettre en œuvre telles que, par exemple :

- Maintien par le pâturage des landes, bois méditerranéens et parcours humides littoraux avec arrêt de la dynamique d'embroussaillage :
- Maintien du recouvrement des ligneux bas < 40 % et maintien de la strate herbacée
- Maintien de l'ouverture et maîtrise de l'embroussaillage sur des espaces à gestion extensive par la technique du BRULAGE DIRIGE en respectant la Charte du brûlage Dirigé (parcelles non mécanisables)
- Restauration de pelouses à partir de milieux et landes en dynamique de fermeture + entretien par le pâturage ou entretien mécanique pour la réhabilitation paysagère de friches : Recouvrement initial des ligneux bas > 50 %.

Sources : (CPIE des Causses Méridionaux 2006)

Ce qu'en dit un technicien : « Avec Natura 2000, les agriculteurs ouvrent eux-mêmes le paysage, conservent l'environnement, stabilisent le paysage... [...] Il y a aussi des contrats Natura 2000 avec des propriétaires, des communes, l'ONF. Les contrats Natura 2000 sont moins formatés que ceux de la PAC. »

D'autre part, il mentionne : « Il faut distinguer les aides à obligation de moyens des aides à obligation de résultats. [...] Il semble que cela intéresse de plus en plus le ministère qui a passé des engagements pour que les mesures Herbe 07 et 09 soient accompagnées (mesures pour prairies avec 4 espèces indicatrices). Peu importe ce que fait le producteur et quand il le fait, c'est le résultat de conservation de la biodiversité qui compte. » (B.1)

Il souligne ainsi la volonté des politiques de responsabiliser les acteurs du territoire à travers le réseau Natura 2000 et les aides à obligation de résultats. D'ailleurs le CPIE a été désigné par l'Etat comme opérateur local pour mettre en œuvre le programme Natura 2000. (Cf. Tableau 10).

**Tableau 10 : Le CPIE, un opérateur local pour Natura 2000**

En 2003, l'Etat a désigné comme **opérateur local** le CPIE des Causses Méridionaux (Anciennement connu sous le nom d'Association des Causses Méridionaux ou ACM) dont l'objet est « d'assurer la sauvegarde, la mise en valeur des milieux caussenards, le développement concerté et la promotion des parties héraultaise et gardoise des Grands Causses, dénommées Causses Méridionaux ».

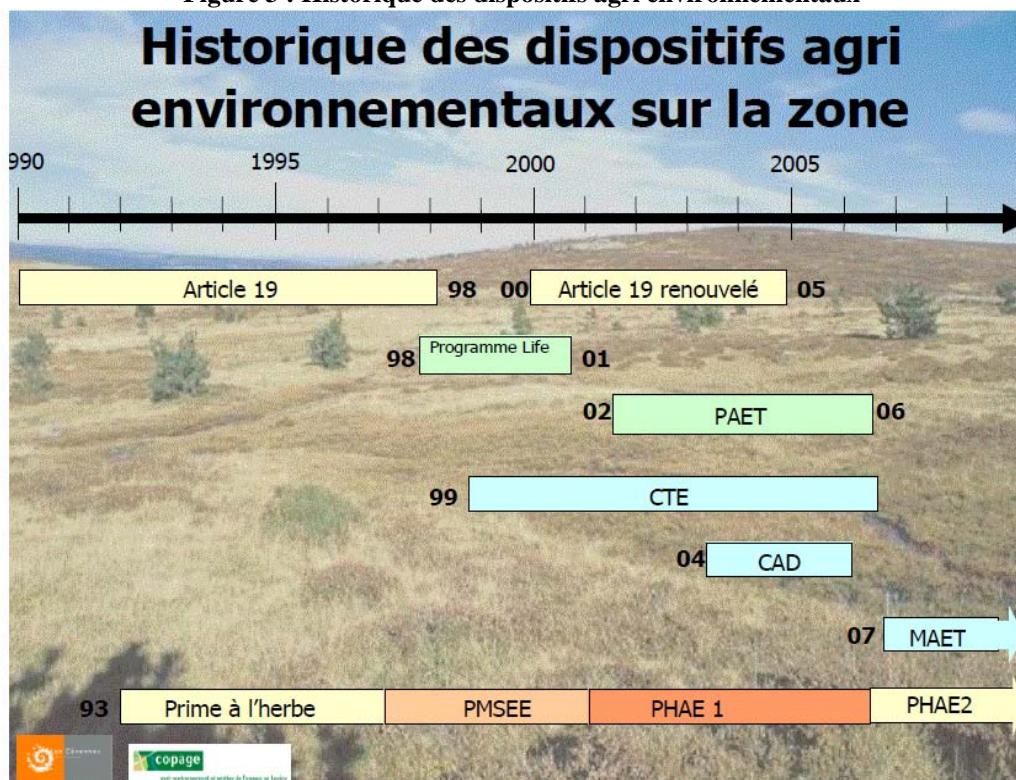
**Le CPIE des Causses Méridionaux a ainsi été missionné pour définir les modalités de gestion de la ZSC et de la ZPS du site « Causse du Larzac » avec le plus large consensus possible des acteurs locaux (élus, socioprofessionnels, associatifs, propriétaires...).**

Source : (CPIE des Causses Méridionaux 2006)



### 3.2.3 Des MAE sur mesure mais des financements limités.

Figure 3 : Historique des dispositifs agri environnementaux



Sources : (Les Gestionnaires des Espaces Naturels Protégés du Languedoc-Roussillon et La région Languedoc-Roussillon 2007)

Tableau 11 : Les mesures agro-environnementales (MAE)

Les MAE sont des mesures visant à protéger les ressources naturelles en rapport avec l'agriculture (eaux, sols), les paysages et la biodiversité. Un soutien peut être accordé aux agriculteurs qui s'engagent pour une période de 5 ans à modifier leurs pratiques. L'aide est versée en contrepartie du coût additionnel ou du manque à gagner entraîné par le changement de pratiques. Des plafonds d'aide à l'hectare sont, fixés à 600 euros pour les cultures annuelles et 450 euros pour les prairies.

En France, les MAE comprennent d'une part des mesures de masse, comme la prime au maintien des systèmes d'élevage extensifs ou prime à l'herbe (67 000 bénéficiaires en 2002) remplacée en 2003 par la PHAE (prime herbagère agro-environnementale), et d'autre part des mesures plus ciblées reposant sur l'adhésion à un cahier des charges plus contraignant. Le PDRN (plan de développement rural national) a introduit le soutien à l'agro-environnement dans le cadre de contrats individuels par exploitation. De 2000 à 2003 les MAE ont été contractées dans le cadre des CTE, remplacés ensuite par les contrats d'agriculture durable (CAD). Plus de 49 000 CTE, soit 12 % des exploitations agricoles professionnelles, ont été signés avant leur arrêt.

Sources : (Dechambre Bernard 2007)

Ce que pensent les acteurs locaux interrogés des dispositifs agro-environnementaux :

- « Les MAE permettent un développement durable et local. »
- « Quand les programmes d'aides ont commencé (LIFE) à promouvoir le débroussaillage, la situation s'est améliorée. »
- « Programme LIFE géré par la chambre de l'agriculture avant le CPIE pour se débarrasser des buis et améliorer les parcours. A part les subventions il n'y a pas de politique pour promouvoir les bonnes pratiques »
- « On arrivera à une mosaïque de milieux ouverts et fermés à cause d'un problème de financement qui ne permet que de mettre en œuvre les MAE sur 90 hectares maxi, soit environ 20% des exploitations. »

Les CAD pour mettre en œuvre les MAE du réseau Natura 2000 apparaissent mieux adaptés que les aides de la PAC. Cependant le manque de financement empêchera d'atteindre les objectifs des DOCOB. *« L'agriculture devrait se maintenir sur les Causses car elle est structurée. Il y a un réel besoin de s'organiser pour maintenir l'ouverture des paysages, tout le monde en est conscient, il faut trouver les moyens pour le faire »*

Parce que Natura 2000 ne permet pas de gérer toutes les préoccupations liées à la gestion, il y a une volonté des acteurs locaux de se concerter pour s'organiser localement.

### 3.2.4 L'OCAGER complémentaire de Natura 2000.

**Tableau 12 : Les objectifs de l'OCAGER**

La démarche NATURA 2000 ayant son propre cahier des charges, les acteurs locaux réunis autour du CPIE des Causses Méridionales ont identifié 3 problématiques auxquelles NATURA 2000 ne permettait pas de répondre directement :

- le foncier et usages agricoles
- la valorisation des espaces forestiers
- les aléas climatiques et la préservation de la ressource en eau.

L'Opération Concertée d'Aménagement de Gestion de l'Espace Rural « Causse du Larzac méridional » a ainsi été construite pour être un outil complémentaire à la mise en œuvre du DOCOB NATURA 2000.

L'objectif de l'OCAGER « Causse du Larzac méridional » est : « anticiper pour maintenir, relancer et développer les usages agro-sylvo-pastoraux en harmonie avec les objectifs environnementaux ».

Depuis 2005, le CPIE coordonne cette OCAGER. Le CPIE a identifié les actions prioritaires suivantes :

Volet 1 : Mise en place d'une organisation territoriale

1.1. Réseau de technicien

- Organigramme et Analyse
- Accompagnement des propriétaires, des agriculteurs et des collectivités

1.2. Réseau d'acteurs

Volet 2 : Information et sensibilisation

2.1. Propriétaires et usagers du foncier

2.2. Eleveurs - Exploitants agricoles

2.3. Propriétaires forestiers

- Documents de vulgarisation technique
- Développement de projets multifonctionnels
- La technique du Bois Raméal Fragmenté

Volet 3 : Actions ciblées

3.1. Qualité de l'eau

- Gestion des effluents

3.2. Adaptation aux aléas climatiques méditerranéens

- Eau et abreuvement des animaux
- Sécurisation fourragère
- Gestion pastorale

3.3. Redéploiement agro-sylvo-pastoral

3.4. Cartographie des potentialités truffières et mise en place d'itinéraires techniques

3.6. Organisation de chantiers de production de plaquettes forestières

Source : (Communauté de communes, Conseil Général avec la mission tourisme et al. 2010)

Les trois problématiques ciblées par l'OCAGER sont approuvées dans les propos des acteurs rencontrés. Le premier point sur le « foncier et les usages agricoles » a été soulevé par un conflit foncier dû aux différents usages des clôtures. Certaines clôtures servent pour les protections des cultures contre les sangliers : *« Les clôtures électriques sont conçues pour éviter les dégâts des sangliers dans les parcelles de céréales. »* Cependant les sangliers ravagent parfois les cultures ce qui provoque des tensions entre chasseurs et agriculteurs.

D'autres clôtures sont des grillages utilisés pour délimiter les propriétés. Une divergence d'intérêts existe en considérant d'une part les propriétaires qui ne veulent pas que leur locataire ne pose des clôtures et d'autre part des grands propriétaires qui ne veulent pas louer leur terre à des agriculteurs. *« Des riches clôturent pour faire du tourisme et ne veulent pas louer les terres à des paysans. Les gens préfèrent vendre leurs terres que de les louer à des paysans. »*

Les règles de pose des clôtures ne sont pas toujours respectées par les nouveaux arrivants. Cela empêche le passage des promeneurs, des quelques bergers et des chasseurs ce qui attise leur mécontentement: *« Les nouveaux propriétaires ne respectent pas les règles, ils mettent des clôtures qui empêchent l'accès des visiteurs à la promenade. » ; « Les clôtures gênent pour la chasse et la promenade. » ; « Tout le monde a fait des clôtures pour emmerder les bergers et les faire manger au fin fond du pays. »*

Ainsi en dehors des problèmes liés à la fermeture du paysage, des problèmes fonciers liés aux clôtures sont mentionnés dans les entretiens : entre éleveurs et chasseurs ; éleveurs et promeneurs ; propriétaires et locataires ; personnes installées depuis longtemps sur le territoire et nouveaux arrivants, personnes qui vivent des activités touristiques et agriculteurs. Ces conflits d'intérêt nécessitent de nouveaux arrangements. Ceci justifie la première problématique identifiée par le CPIE pour la mise en place de l'OCAGER : « Foncier et usages agricoles ». (Cf. **Annexe 7 : OCAGER sur le Causse du Larzac méridional**)

Le terme OCAGER a rarement été prononcé par les personnes interrogées (2 personnes) : *« OCAGER, Natura 2000 : accès à des endroits particuliers, auxquels je n'aurais pas eu accès, ça aide bien. » ; « Pas de contrat OCAGER car ce n'est pas si accessible, il faudrait voir avec le technicien CPIE ».*

Ce sont surtout les actions mises en place dans le cadre des trois axes complémentaires à Natura 2000 à savoir « foncier et usages agricoles », « valorisation des produits forestiers », « aléas climatiques et préservation de la ressource en eau » qui ont été mentionnées.

Par exemple, concernant la mise en place d'une organisation territoriale composée par un réseau de techniciens et un réseau multipartenarial dans le cadre du volet 1, des personnes interrogées ont évoqué les aspects suivants : *« Nous essayons d'organiser une structure locale (sous la coordination du CPIE, incluant les élus, les propriétaires, les producteurs, les randonneurs et les chasseurs) pour gérer collectivement la terre selon les trois principaux usages (agricoles, forestier et touristique). Le Conservatoire des Espaces Naturels ( CEN) veut intégrer cette structure et la mener, de manière à changer les contrats et inclure des objectifs spécifiques (et contraintes) au sujet de la conservation de la biodiversité »*

On se rend compte ici des efforts fournis pour créer des synergies entre les institutions et acteurs mais aussi des difficultés rencontrées pour concilier l'intérêt général (ici, conservation de la biodiversité) avec les intérêts individuels (dans la mise en œuvre cela rajoute des contraintes).

L'OCAGER propose également des actions liées à la création de nouveaux points d'eau et à la restauration des lavognes existantes : *« Le CPIE, c'est quand même un atout. Il nous aide pour l'entretien de lavognes, même si ce n'est pas beaucoup, c'est mieux que rien. Moi, je n'en dirai pas de mal. »*. L'aide du CPIE est d'ailleurs appréciée pour cette tâche.

Il en est de même pour les actions d'optimisation de la gestion des parcs pour veiller à une bonne gestion de la ressource herbacée en débroussaillant des pelouses et des landes envahies par des ligneux non désirables (prunelliers, buis, résineux...) : *« Le paysage est fermé et en fait, avec l'aide du CPIE, des terres sont ouvertes par débroussaillage pour maintenir l'agropastoralisme. »*

Les actions de communication, sensibilisation, formation et démonstration sur la sylviculture truffière sont également entendues. Une des personnes interrogées a exprimé son intérêt : *« Les truffes naturelles se développent dans un milieu ouvert. Le milieu ouvert se combine bien avec l'élevage ovin qui gère le sous-bois. Avant on produisait plus de 1000 tonnes alors que maintenant on n'en produit pas plus de 100 tonnes à cause de la fermeture des milieux après 1918. »*

On peut conclure à une conjoncture difficile qui peut s'expliquer par les points suivants :

- une PAC négativement perçue et des aides dont l'avenir est incertain.
- une insuffisance des financements européens pour permettre l'ouverture de tous les paysages des Causses méridionaux

Du fait de cette conjoncture, diverses stratégies et solutions sont d'ores et déjà mises en place par certains acteurs et d'autres sont proposées ; Elles révèlent :

- une volonté des habitants des Causses d'ouvrir les paysages, démontrée par leurs pratiques déjà mises en œuvre indépendamment des aides
- une volonté des acteurs locaux de se concerter à travers le CPIE, non seulement au sujet du maintien des paysages ouverts mais aussi de la gestion du territoire de manière plus globale.

Dans ce contexte, on peut déjà distinguer les éleveurs d'« ovins extensifs » des éleveurs « mixtes » (ovins + bovins) qui ne bénéficient pas des mêmes aides et suivent des stratégies différentes pour maintenir leur activité économique.

D'autre part, il faut distinguer les personnes qui pensent que l'ouverture du paysage sera obtenue par le maintien de l'agriculture de celles qui proposent des solutions collectives non agricoles telle que le développement du tourisme.

## **4. Des stratégies liées aux activités socio-économiques**

Dans cette partie, nous présentons les choix stratégiques économiques visant à pérenniser les activités mises en place par les acteurs du territoire. Ces stratégies ont un impact, direct ou indirect, sur l'ouverture des paysages.

Cette analyse nous a permis de dégager une typologie plus précise, comportant 6 types d'acteurs. Une typologie provisoire basée sur la représentation du paysage comportait 3 groupes : celui des éleveurs ovins et ovins-bovins, celui des professionnels du tourisme, des élus, des éleveurs de chevaux, des écologistes et des chasseurs, et le groupe des nouveaux habitants ou propriétaires fonciers. Les deux premiers ont été scindés en 2 sous-groupes, qui se distinguent par leurs stratégies économiques. Le troisième a été complété par un nouveau groupe : celui des nouveaux arrivants, résidents sur les Causses et pratiquant des activités liées au tourisme.

Les stratégies économiques des acteurs ont été identifiées par l'analyse de ce que disent les acteurs d'eux-mêmes (ligne « NOUS » dans le tableau 13), de ce qu'ils disent des autres (ligne « Les AUTRES » dans le tableau 13), et de ce que les autres disent d'eux (ligne « Ce que disent les autres acteurs de ... » dans le tableau 13).

## Stratégies liées à l'activité agricole

Concernant les stratégies agricoles, ou liées à l'activité agricole, la diversification est présente à deux niveaux : au sein des activités agricoles seules (système de production) et au sein de l'ensemble des activités de la famille, agricoles et non agricoles (système d'activités). L'étude des différentes stratégies à l'échelle de l'exploitation a permis de distinguer les deux types A.1 et A.2 comme suit.

### 4.1.1 Diversification des productions

**Tableau 13 : Propos d'acteurs de type A.1 Eleveurs « Ovin Viande extensif »**

A.1	<b>NOUS</b>  Ce que dit l'acteur interviewé de lui-même	<i>« La vraie tradition c'est l'élevage ovin viande extensif »</i> <i>« L'élevage ovin mal parti, envahi par les vaches »</i> <i>« Il n'y a pas de futur pour les producteurs ici »</i>  <i>« Je suis propriétaire d'un gîte depuis 10 ans ce qui représente 20% de l'ensemble de mes revenus. »</i> <i>« Les enfants veulent partir. Certains se sont convertis au lait de chèvre. C'est mieux payé. Ils installent des jeunes dans l'Aveyron et le Tarn mais d'ici 5/6ans on sera en surproduction. »</i>
	<b>Les AUTRES</b>  Ce que dit l'acteur interviewé des autres acteurs du territoire	<i>« Dû à la fuite des gens dans les villes, il y a une diminution des troupeaux. Je comprends que les jeunes ne veulent pas passer tout leur temps avec les bêtes (il n'y pas de vie privée). »</i> <i>« Le sanglier est un problème. Besoin de poser des clôtures (pour les productions fourragères) »</i> <i>« Les transhumances n'existent plus depuis la PMTVA, les parcelles destinées aux transhumants ont été récupérées pour mettre des bovins viandes (chasse à la prime). Différence de pâture, l'élevage de bovin ainsi pratiqué n'entretient pas le paysage. »</i> <i>« Le pire va être quand ils vont enlever les primes, la campagne va se vider. C'est ça qui fait peur. Surtout pour les vaches laitières, ça va être dur. Ils ont fait n'importe quoi »</i>
Ce que disent les autres acteurs de A1.		<i>« Éleveurs ovins et éleveurs bovins coexistent de manière pacifique. Cependant, les éleveurs ovins ne veulent voir que des moutons dans le paysage. Mais ils n'ont pas de bergers donc ils posent des clôtures. »</i>

Les producteurs « ovins viande extensifs » (A.1) sont conscients des contraintes économiques liées à leur activité difficilement rentable seule et conciliable avec une vie de famille. Ce groupe représente surtout des personnes âgées proches de la retraite qui n'ont plus d'enfant à charge. Ils adoptent une « **stratégie de repli.** »

**Tableau 14 : Propos d'acteurs du type A.2 Eleveurs « Ovin + Bovin »**

A.2	<p><b>NOUS</b></p> <p>Ce que dit l'acteur interviewé de lui-même</p>	<p>« Quand on s'installe, il faut apporter du terrain à cause du gouvernement »</p> <p>« Avant pas de vache, de plus en plus depuis 15 à 20 ans, il y a un abandon des brebis car les vaches avec les primes deviennent aussi intéressantes pour moins de travail. [...] Pas de projet, 8 ans de la retraite, trop grand pour mon fils tout seul. »</p> <p>« Je veux continuer à être un éleveur. Nous devons faire face à l'arrêt des subventions après 2015 »</p> <p>« Il faudra trouver une double activité, faire de la vente directe, diminuer les quantités pour avoir le temps de vendre, vendre plus cher au prix du marché. »</p> <p>« Je veux vendre directement à mes clients. »</p>
	<p><b>Les AUTRES</b></p> <p>Ce que dit l'acteur interviewé des autres acteurs du territoire</p>	<p>« Après les 2 guerres, l'agriculture a beaucoup changé. Les retraités n'étaient pas remplacés »</p> <p>« Les retraités des autres exploitations vendent du foin. Risque de diminution des fermes car les gens vont partir à la retraite. »</p> <p>« Les vaches ont été introduites et les gens n'aiment pas ça. »</p> <p>« Certaines fermes deviennent des domaines de chasse pour le tourisme, des riches clôturent pour faire du tourisme et ne veulent pas louer à des paysans, les gens préfèrent vendre que de louer à un paysan. »</p>
Ce que disent les autres acteurs de A.2		<p>« Le gouvernement veut de grandes exploitations. Cela n'arrivera pas parce que les producteurs vont le combattre. »</p> <p>« Blandas et Campestre se sont diversifié (chèvre, bovins, équins où ils produisent leur propre fromage puisque les laiteries de Roquefort se sont retiré. Développe 2 types d'élevages complémentaires : ovin et bovin, lait et viande. »</p>

Les producteurs mixtes (A2) se sont mis à faire de l'élevage bovin pour bénéficier des aides PMTVA. Ce sont des familles qui ont des enfants à charge ou en période de passation de la ferme à leurs enfants. Ils vivent de l'agriculture et sont donc fortement dépendants des aides. Leur stratégie consiste à **augmenter leur capital productif**.

#### 4.1.2 Diversification des activités

Le type A.2 fortement dépendant des aides, cherche à s'en affranchir en intensifiant leurs élevages, en développant des activités de transformation à la ferme et de la vente directe mais aussi en s'organisant de manière collective pour développer des circuits courts ou réduire leurs coûts intermédiaires de production. Ont été cités « la Confédération des producteurs de Roquefort, le Groupement GEBRO<sup>1</sup>, la CUMA<sup>2</sup>, SCOP<sup>3</sup>... »

Les éleveurs « ovins extensifs » ne vivant pas uniquement de leur activité agricole ont souvent un gîte ou l'activité de leur conjoint assure une partie des revenus de la famille.

De manière plus marginale, des éleveurs sont prêts à diversifier leurs sources de revenus par l'agro-sylvo-pastoralisme (vente de bois, ou exploitation de pin en cas de besoin). « Les bosquets de chêne blanc correspondent aux parcours pour les brebis. C'est utile en automne pour la rame [feuillage]. ». Cependant cette pratique est perçue comme difficile à mettre en

<sup>1</sup> Groupement des Eleveurs de Brebis du bassin de ROquefort

<sup>2</sup> Coopérative d'Utilisation de Matériel Agricole

<sup>3</sup> Société Coopérative Ouvrière de Production

œuvre. « *Le sylvo-pastoralisme va être difficile dans la région. On peut essayer avec le chêne et quelques châtaigniers mais c'est difficile à cause du climat et de la nature du sol.* »

L'agro-sylvo-pastoralisme est d'ailleurs l'un des points identifiés par le CPIE dans les actions prioritaires de l'OCAGER.

Malgré la distinction des deux types A.1 et A.2, concernant les modalités de leur diversification, ils ont en commun l'objectif de compléter les revenus agricoles et de se préparer à l'arrêt des aides de la PAC.

Certaines activités complémentaires restent liées au secteur agricole alors que d'autres sont liées au secteur du tourisme.

### *Stratégies liées au tourisme :*

Certains acteurs ont la volonté d'augmenter l'attractivité du territoire par le tourisme. Selon trois modalités du développement touristique :

- L'augmentation de la capacité d'accueil des touristes sur le territoire (infrastructures)
- L'animation du tourisme par des activités
- La reconnaissance de la singularité du paysage

#### *4.2.1 Mise en place d'infrastructures d'accueil pour les visiteurs:*

- Au sein des exploitations agricoles.

De plus en plus d'agriculteurs sont pluriactifs et se tourne vers le tourisme pour compléter leur revenu agricole (A.1). Ils louent des gîtes et font également de la restauration. Des personnes interrogées mentionnent d'ailleurs le développement de l'agrotourisme. « *Il va y avoir une agriculture industrielle (mondialisation), une agriculture de subsistance avec un second métier* », mais finalement « *il y a aussi de l'agrotourisme, chambre d'hôtes, gîte (pluriactivité).* »

- Au sein des villages.

Certains affirment que les voies de communication ont permis d'attirer de nombreux touristes : « *Le pont [viaduc de Millau depuis quatre ans] et l'autoroute ça amène du monde. Des groupes du 3<sup>e</sup> âge viennent, passent la journée ici et repartent. C'est une ouverture sur la France.* »

D'autres mentionnent que l'accueil des touristes peut être amélioré par le développement du commerce local mais aussi de l'accès à l'eau et à l'électricité : « *L'accueil des randonneurs pourrait être meilleur parce qu'il n'y a pas de commerces fixes mais des commerces ambulants. Il faut réfléchir globalement sur une politique de fixation des commerces des agriculteurs, des écoles pour maintenir la vie pour commercialiser la production.* »

Le développement du tourisme est ici lié aux stratégies de diversification agricole. C'est pourquoi certains maires veulent développer le tourisme « *lieu touristique privilégié mais avec peu d'infrastructures* » tout en faisant la promotion de l'agriculture locale « *Les milieux se ferment, la broussaille pousse de plus en plus. Les exploitations sont les premiers à*

*entretenir les espaces. » Même s'ils jugent que la revalorisation des milieux ruraux des Causses méridionaux « ne passe pas forcément par l'agriculture ».*

#### **4.2.2 Animation du territoire par des activités touristiques:**

- Sensibilisation à l'environnement :

Le CPIE et certains éleveurs proposent des activités de découverte de la région « *Projet de maintenir des activités de sensibilisation (classes, touristes..).* »

- Des activités sportives : randonnées pédestre, équestre, chasse, vélo.

Des circuits de randonnée sont entretenus par le CPIE et les agriculteurs « *On fait des passages faciles à ouvrir pour les promeneurs, les portails se referment automatiquement. Ce sont les clubs de randonneurs et le CPIE qui installent.* »

- Promotion de l'identité régionale : musées, savoir faire et produits locaux..

« *La Prunarède est une ferme restaurée pour faire une maison du pastoralisme. C'est un projet de 5 à 6 ans.* » Une étude de faisabilité réalisée par le CPIE dans le cadre de l'OCAGER est d'ailleurs en cours. (Communauté de communes, Conseil Général avec la mission tourisme et al. 2010)

#### **4.2.3 Reconnaissance du paysage comme un héritage**

A travers le CPIE, les acteurs de la région se sont mobilisés pour faire reconnaître par l'UNESCO le paysage des Causses méridionaux comme patrimoine paysager<sup>4</sup> : « *On se bat pour que la région soit reconnue par l'UNESCO* ». A une échelle plus locale, un technicien mentionne que le projet Grand Site du Cirque de Navacelles est en cours. (Cf. Tableau 15) L'objectif de ces stratégies territoriales est de rendre le territoire attractif de manière à générer des revenus monétaires issus du tourisme pour d'une part faire vivre les agriculteurs du territoire et d'autre part inciter d'autres personnes à s'installer dans la région.

A partir des stratégies liées au tourisme, on distingue 2 types d'acteurs :

- B.1 : les personnes qui souhaitent un développement d'un tourisme en lien avec la conservation de l'environnement et de l'agriculture.
- B.2 : les personnes qui souhaitent attirer de nouveaux habitants sensibles au paysage pour faire perdurer l'identité et la vie locale.

---

<sup>4</sup> « Le patrimoine est l'héritage du passé, dont nous profitons aujourd'hui et que nous transmettons aux générations à venir. » Extrait de la convention de 1972 adoptée lors de la conférence générale de l'UNESCO.



**Tableau 15 : Propos d'acteurs du type B.1 « Personnes qui souhaitent un paysage ouvert pour préserver l'identité des Causses par le maintien de l'agriculture »**

B.1	<b>NOUS</b> Ce que dit l'acteur interviewé de lui-même	« J'interviens au CPIE en tant que technicien sur la flore. » « Mon rôle est de faire le lien entre les communes et les activités du CPIE »
	<b>Les AUTRES</b> Ce que dit l'acteur interviewé des autres acteurs du territoire	<p>“Certains propriétaires ne voulaient plus continuer leurs activités agricoles à cause de raisons personnelles, d'origine spéculative et ils voulaient planter des forêts de pins. De là, les élus ont organisé une plateforme pour discuter des sujets environnementaux et de bien-être ».</p> <p>« De plus en plus de citoyens s'installent car ça coûte moins cher de faire le trajet que de s'installer en ville (à Montpellier). »</p> <p>« Il n'y a pas assez d'agriculteurs pour maintenir le paysage ouvert. »</p> <p>« Il y a un projet de label de l'UNESCO pour ce paysage qui est un patrimoine ; pour cela, une demande a été soumise et le processus est en cours. En particulier, l'UNESCO nous a demandé de travailler sur le pastoralisme méditerranéen. »</p> <p>« Il y a un projet de promotion du paysage comme destination touristique concernant le Cirque de Navacelles Grand site. »</p>
	Ce que disent les autres acteurs de B1	« Le paysage est fermé et en fait, avec l'aide du CPIE, des terres sont ouvertes par débroussaillage pour maintenir l'agropastoralisme. »

### *Stratégies liées à des aspects sociodémographiques*

La volonté des uns de développer le tourisme engendre la peur des autres de voir se développer un tourisme de masse. Le type B.2 (ci-après) se distingue du type B.1 par leur volonté de repeupler le territoire plutôt que d'attirer uniquement des visiteurs/touristes de passage.

### 4.3.1 Repeupler le territoire...

**Tableau 16 : Propos d'acteurs du type B.2 « Personnes qui souhaitent un paysage ouvert pour préserver l'identité des Causses par des activités économiques et sociales diverses »**

B.2	<p><b>NOUS</b></p> <p>Ce que dit l'acteur interviewé de lui-même</p>	<p>« Le rôle des associations (foyers ruraux) est d'éviter la désertification (exode rural) et les problèmes qui peuvent exister au niveau du foncier. »</p> <p>« L'objectif de nos actions et d'amener dans le milieu rural ce qu'on peut trouver en ville. Valoriser les milieux ruraux pour éviter l'exode. »</p> <p>“Je voudrais vivre dans le même paysage, me débarrasser des pins et conserver de grandes espaces ouverts, en évitant de construire partout. Je voudrais conserver l'aspect actuel du village, en évitant la construction de styles trop différents.”</p> <p>« Lieu touristique privilégié mais avec peu d'infrastructures d'accueil adaptées, mais nous ne souhaitons pas un tourisme de masse mais un tourisme intégré, intelligent et axé sur le terroir, la participation plus que la consommation. »</p> <p>“Mon devoir est de voir si les gens ont de l'eau et si les jeunes peuvent aller à l'école.”</p> <p>« Je voudrais être capable d'ajouter de la valeur au produit lié au territoire. Les randonneurs devraient contribuer à cela en achetant dans des circuits courts. Pour cela, nous ne sommes pas bons : nous avons les produits mais nous ne savons pas comment leur ajouter de la valeur. »</p> <p>“Nous ne sommes pas compétitifs par rapport à la production d'agneaux de Nouvelles Zélande... Mais nous avons des unités de transformation locales et nous allons mettre en place un label local. Nous encourageons l'installation de nouveaux producteurs et le développement de leurs produits”</p>
	<p><b>Les AUTRES</b></p> <p>Ce que dit l'acteur interviewé des autres acteurs du territoire</p>	<p>“Le tourisme est Ok dans la région, les touristes n'endommagent pas l'environnement. C'est un tourisme de type familial.”</p> <p>« Les changements de paysages ne sont pas bons. Ils détruisent l'identité du lieu. Ensuite les touristes ne voudront pas voir un paysage fermé. Les gens d'ici ont besoin de ces visiteurs de manière à gagner leur vie”.</p> <p>«Nouveaux habitants : Rmistes, retraités, éleveurs de chevaux. Il y a aussi une entreprise de travaux publics qui permet aux jeunes d'être encore sur la commune. »</p> <p>« Les gens devraient venir s'installer ici et arrêter l'exode. Si les gens s'installent ici, ils pourront ensuite résoudre le problème de cet environnement. ...En gardant l'identité de la région, les gens vont rester. Si les gens restent, ils transmettront l'héritage. »</p> <p>« Développer l'agriculture et le tourisme en pays viganais<sup>5</sup> car 70% des personnes en vivent »</p> <p>« Les agriculteurs acceptent que les visiteurs soient accueillis. »</p>

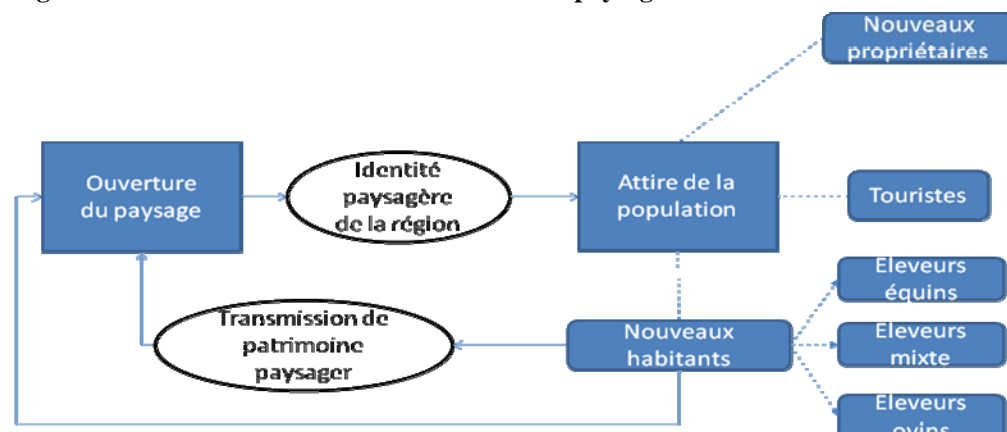
Le Type B.2 pense qu'il faut repeupler en **développant des infrastructures** « *Changer les infrastructures du Caylar pour attirer des gens de la ville* » **pour attirer des entreprises** « *Les projets sont de développer des petits villages et d'attirer les entreprises* » et en créant des activités basées sur l'identité régionale (label) en ciblant les touristes « *Identifier de plus gros marchés pour vendre les produits régionaux.* ». Ces stratégies ont pour objectif d'améliorer le bien être de la population et des entreprises.

<sup>5</sup> Le Vigan : bourg du département du Gard

### 4.3.2 ...en attirant de nouveaux habitants

Les acteurs du type B.2 insistent sur le fait qu'il faut **améliorer le bien être local** pour pouvoir attirer d'une part de nouveaux habitants et d'autre part des entreprises pour générer de l'emploi à ces nouveaux habitants. Ils disent que cela passe par l'accès aux infrastructures : eau, électricité, internet mais aussi par l'accès à des activités que l'on trouve en ville.

**Figure 4 : Processus de conservation de l'identité paysagère**



Sources : entretiens

Deux types de nouveaux arrivants se distinguent :

- C.1 : Les nouveaux habitants qui s'intègrent au paysage
- C.2 : Les nouveaux propriétaires qui ne vivent pas sur le territoire.

**Tableau 17 : Propos d'acteurs du type C.1. Les nouveaux arrivants qui s'intègrent au territoire**

C.1	<b>NOUS</b> Ce que dit l'acteur interviewé de lui-même	<p>« Nous voulons rester où nous sommes, nous aimons ce paysage »</p> <p>« Les problèmes sont nombreux et nous essayons de travailler dessus. Le principal est comment concilier les multiples usages de l'espace (élevage, chasse et randonnées). »</p> <p>« On reçoit des groupes pour les activités et le restaurant. On fait des salons (cheval), des mariages...On a aussi créé un musée des traditions du Larzac dans le sud de l'Aveyron. »</p> <p>« On est traditionnel. On ne donne pas de bouchon<sup>6</sup>, on donne ce qu'on cultive : avoine, orge. »</p>
	<b>Les AUTRES</b> Ce que dit l'acteur interviewé des autres acteurs du territoire	<p>« Les subventions de l'Etat sont perçues comme un problème. Avant, ils subventionnaient en même temps la reforestation et les actions pour ouvrir le paysages. Maintenant la reforestation n'est plus promue. »</p> <p>« Les primes orientent la production en France »</p> <p>« Les tentatives de sensibilisation du CPIE quant aux avis des locaux sur la nécessité d'utiliser des machines lourdes n'ont pas été entendues »</p> <p>« Avant l'autoroute, les gens s'arrêtaient par hasard, c'était un tourisme de passage. Maintenant, on va à la source, on va chercher les gens chez eux. »</p> <p>« Tout le monde a fait des clôtures pour emmerder les bergers et les faire manger au fond du pays. »</p>

<sup>6</sup> Alimentation équine déshydratée à base de luzerne ou autre.

Ces nouveaux habitants souhaitent s'intégrer au paysage qu'ils apprécient pour sa beauté singulière en développant des activités touristiques telles que l'élevage de chevaux, l'accueil de touristes, la restauration....en lien avec l'identité régionale.

### 4.3.3 ...mais des réticences vis-à-vis des nouveaux propriétaires.

**Tableau 18 : Propos d'acteurs du type C.2 Les nouveaux arrivants *perçus comme menaçant le paysage***

C.2	NOUS	Pas d'entretien.
	Les AUTRES	
Ce que disent les autres acteurs interviewés de C.2		<p>« Certaines fermes deviennent des domaines de chasse pour le tourisme, des riches clôturent pour faire du tourisme et ne veulent pas louer à des paysans. Les gens préfèrent vendre que de louer à un paysan »</p> <p>« Le départ en retraite des actuels producteurs et leur non remplacement peut encourager l'abandon des terres et la fermeture des pâtures par la forêt. Ceci va inciter des privés à venir acheter des terrains pour la chasse et la plantation de pins. Les nouveaux propriétaires restreignent l'accès des zones aux visiteurs.»</p> <p>« Plus besoin de fermiers, les éleveurs de vaches vivent à la ville. Ils parquent les vaches ici et ne restent pas »,</p> <p>«Selon ce que les propriétaires des terres veulent, les paysages seront des mosaïques de terrains gérés ou abandonnés. Ce processus sera graduel.»</p>

Les nouveaux propriétaires sont de manière récurrente mal perçus par les habitants car ils sont associés à la plantation de pins qui contribuent à la fermeture du paysage.

Par ailleurs, ils n'habitent pas sur le territoire donc ils ne participent pas à la vie économique et sociale locale. Ces réticences vis-à-vis des nouveaux propriétaires soulèvent également le problème foncier exposé dans la partie précédente.

## 5. Typologie d'acteurs

### Récapitulatif des types d'acteurs

Tableau 19 : Récapitulatif de la typologie en fonction des stratégies

		Caractéristiques	Stratégies
<b>Type A</b>  <b>Les Eleveurs</b>	<b>A1</b>  <b>Ovin viande extensif</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Déplorent la fermeture du milieu car elle implique la raréfaction de l'herbe sur des pâturages.</li> <li>- Natifs des Causses méridionaux.</li> <li>- Se mobilisent contre la fermeture du paysage avec:</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Sphères économiques agricoles et touristiques</li> <li>- Diversification des activités: gîte et vente de bois.</li> <li>- Agriculteurs proches de la retraite.</li> </ul> <p>→ <b>Stratégie de repli</b></p>
	<b>A2</b>  <b>Mixte + Bovin</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>* leurs animaux pour débroussailler</li> <li>* le travail agricole: machines et techniques (écobuage, rotations)</li> <li>* les primes agricoles</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Sphère économique agricole.</li> <li>- Diversification des productions : ovin (lait/viande) + bovin (lait/viande) et des activités : vente directe</li> <li>- Dépendants des primes notamment pour ouvrir le paysage</li> </ul> <p>→ <b>Augmentation du capital productif agricole (bovins)</b></p>
<b>Type B</b>  <b>Personnes qui souhaitent un paysage ouvert pour préserver l'identité des Causses</b>	<b>B1</b>  <b>Par le maintien de l'agriculture</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Attachées à la préservation de la biodiversité et des espaces naturels.</li> <li>- Sentiment d'impuissance face à la disparition de l'agriculture due au manque de financements, aux subventions divergentes et aux orientations politiques</li> </ul>	<p>→ <b>Stratégie de développement d'une agriculture « durable » (qui préserve la biodiversité donc les espaces ouverts)</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Prônent l'organisation des agriculteurs</li> <li>- Promotion des produits agricoles locaux: Roquefort ...</li> <li>- Promotion de la Biodiversité</li> <li>- Maintien des bovins et ovins</li> </ul>
	<b>B2</b>  <b>Par des activités économiques et sociales</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Attachées à la transmission du patrimoine paysager, au développement de la vie locale (infrastructures, activités, accès au loisir, commerces...)</li> </ul>	<p>→ <b>Stratégie de développement local multisectoriel</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Accueil de nouveaux habitants pour redynamiser la région: mise en place d'infrastructures, d'activités culturelles, d'animations locales...</li> <li>- Accueil de touristes respectueux de l'environnement, le tourisme intégré.</li> <li>- Promotion de produits régionaux.</li> </ul>
<b>Type C</b>  <b>Les nouveaux arrivants</b>	<b>C1</b>  <b>Qui s'intègrent au paysage</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Nouveaux arrivants résidents sur place</li> <li>- Développent des activités liées au tourisme</li> <li>- Sensibles à la qualité du paysage, atout de leur activité</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Sphère économique du tourisme</li> </ul> <p>→ <b>Stratégie de développement touristique</b> (tourisme avec gîte et restauration, centre équestre, animation pour les chasseurs) et contribuent à lutter activement contre la fermeture du paysage pour attirer les touristes et attirer/fixer les populations par des activités économiques de proximité.</p>
	<b>C2</b>  <b>Perçus comme menaçant le paysage</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>* N'habitent pas sur le territoire</li> <li>* Possèdent des plantations de pins</li> <li>* Activités de chasse</li> <li>* Perçus négativement car ils ne participent pas à la vie locale et leurs activités ne sont pas en accord avec l'identité paysagère caussenarde.</li> </ul>	<p>→ <b>Utilisent le territoire comme un support pour un investissement à long terme.</b> (plantations de pins)</p>

## Représentation graphique de la typologie

L'étude menée sur les Causses méridionaux, au départ centrée sur la représentation des paysages et de leur évolution, fait apparaître finalement une double évolution : celle des activités économiques, et celle de la population :

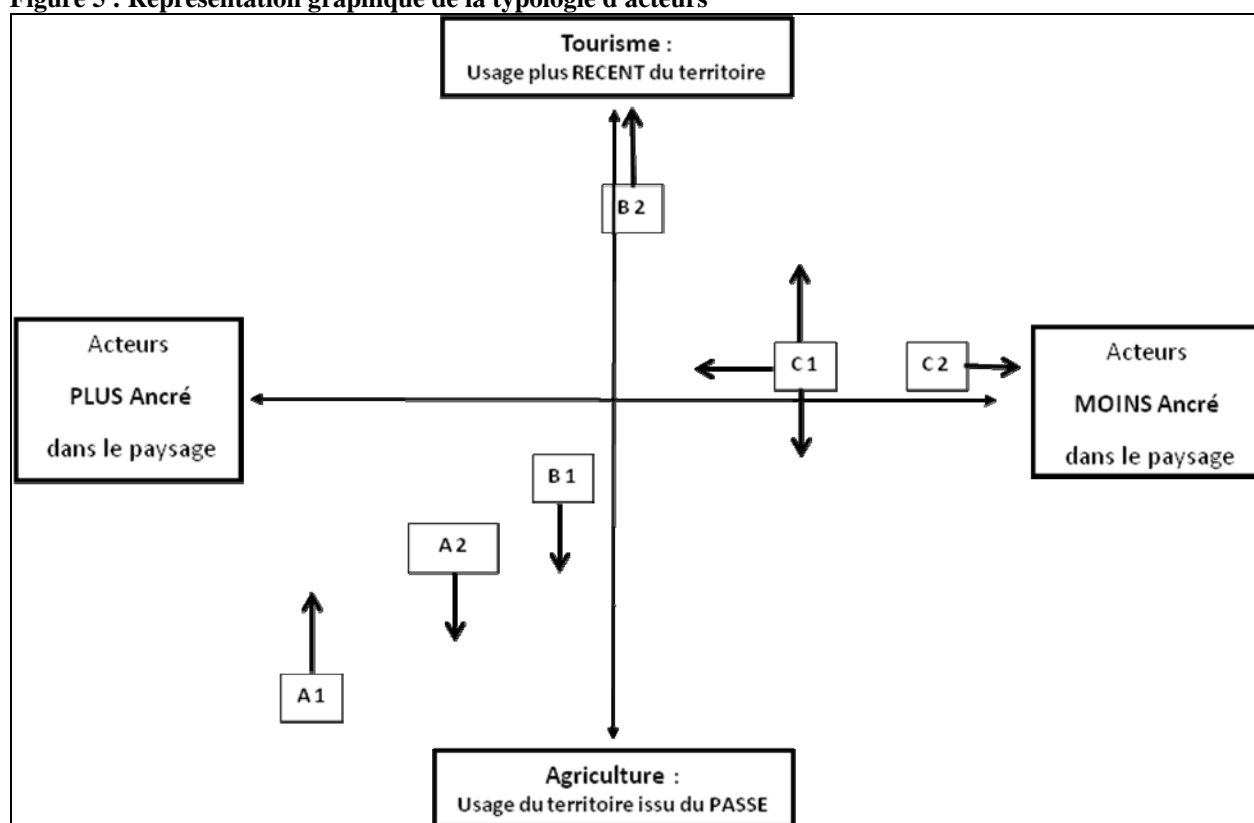
- l'histoire régionale montre l'évolution de l'agriculture de l'élevage ovin extensif vers l'élevage bovin lait plus intensif, puis l'émergence du tourisme comme activité récente, complémentaire à l'agriculture ou se substituant à elle ;
- la recherche d'un échantillon le plus varié possible des acteurs du territoire, résidents ou y exerçant une activité professionnelle nous a fait découvrir une population hétérogène au regard de son ancrage sur le territoire.

Dans le schéma qui suit, les différents types d'acteurs identifiés par cette étude sont placés dans l'espace en fonction de ces 2 axes

- « ancienneté/caractère récent » de l'activité professionnelle,
- « ancrage plus ou moins ancien » des personnes sur le territoire .

Le sens des flèches indique leurs perspectives. Par exemple, le type B.2 voit l'avenir dans le tourisme.

**Figure 5 : Représentation graphique de la typologie d'acteurs**



Sources : Entretiens

La représentation graphique de notre typologie en fonction de ces deux axes, permet de situer les différents types les uns par rapport aux autres et de montrer comment ils envisagent l'évolution du territoire des Causses méridionaux, à la fois porteur d'hommes et d'activités. La gestion concertée du territoire peut gagner en efficacité dès lors qu'elle utilise cette connaissance concernant les différences entre les acteurs relative à leur représentation non seulement des paysages et de leur évolution, mais du territoire et de son avenir.

## CONCLUSION

Tous les habitants et les acteurs socioprofessionnels se préoccupent du phénomène de fermeture du paysage. Les agriculteurs ont toujours été les plus impliqués dans la construction du paysage des Causses même si tous les habitants concourent à l'évolution du territoire. La déprise agricole, l'essor des activités touristiques et l'arrivée de nouveaux habitants ont modifié la gestion du territoire. Désormais la mosaïque des paysages Caussenards résulte de l'accumulation d'activités anciennes et nouvelles.

Les acteurs locaux s'accordent à dire que le paysage en cours de fermeture doit être maintenu ouvert. Mais ils se distinguent par les raisons qu'ils ont de maintenir ce paysage ouvert. En plus des valeurs esthétiques et écologiques partagées par tous les acteurs, les agriculteurs ont des valeurs identitaires liées aux valeurs économiques du paysage.

Les stratégies pour atteindre cet objectif commun sont également diverses, et certaines reposent sur les aides européennes à l'agriculture. Or l'étude montre d'une part l'importance des subventions dans l'orientation des pratiques agricoles et la construction des stratégies des acteurs locaux, d'autre part la représentation critique du système de subvention européen considéré comme non adapté pour maintenir les paysages ouverts et comme favorisant une forte dépendance des agriculteurs vis-à-vis des aides. Par ailleurs, ce système de subvention ne laisse pas de visibilité quant à l'avenir de l'agriculture dans les Causses à l'horizon 2013.

Face aux incertitudes concernant le maintien des aides européennes, les agriculteurs, considérés comme étant les mieux à même de maintenir les paysages ouverts, mettent en place des solutions individuelles : l'utilisation des animaux pour débroussailler, de machines et de techniques agricoles. Pour mettre en œuvre ces solutions, les agriculteurs peuvent percevoir des aides financières dans le cadre du réseau européen Natura 2000. mais ces aides se focalisent sur la conservation de la biodiversité de façon générale et non pas sur la problématique locale plus large d'aménagement du territoire. L'inadaptation des subventions européennes peut-être compensée par l'intervention d'organismes locaux tels que le CPIE. Leur rôle étant d'inciter les acteurs du territoire à agir dans l'intérêt de la région à travers la mise en place d'actions concertées (OCAGER).

Les entretiens réalisés ont permis d'élaborer la typologie des acteurs suivante, fondée sur leurs stratégies relative à l'évolution du territoire.

Le premier type rassemble les agriculteurs qui cherchent à maintenir le milieu ouvert pour conserver des surfaces de pâturage. Il comprend les producteurs d'ovins viande extensifs et les producteurs d'ovins et de bovins bénéficiant de la Prime au Maintien du Troupeau de Vache Allaitante (PMTVA). Ces producteurs ont des stratégies de diversification des activités pour les premiers en dehors de l'activité agricole, pour les seconds dans le cadre de l'agriculture. .

Le second type regroupe les personnes qui souhaitent préserver l'identité des Causses, les uns par le maintien de la biodiversité et les autres en repeuplant le territoire. Ils ont une stratégie de redynamisation de la région des Causses grâce au maintien de l'agriculture, au développement de l'activité touristique et la fixation et/ou l'installation de résidents. Deux types de populations sont souhaitées : des touristes respectueux de l'environnement et de nouveaux résidents, en particulier des agriculteurs qui auront un impact positif sur le paysage et la vie locale.

Le troisième type est composé des nouveaux arrivants. Les premiers se sont intégrés au territoire et luttent activement contre la fermeture des paysages. Ils ont une stratégie de développement de leurs activités liées au tourisme. Les seconds ne vivent pas sur le territoire

et sont mal vus des habitants. Ils ont une stratégie d'investissement par la production de pin, de bovins ou d'activités de chasse.

Malgré la diversité des stratégies identifiées par les enquêtes, l'analyse des différentes solutions individuelles et collectives montrent qu'elles vont dans le même sens : mieux valoriser les productions locales en circuits courts et développer l'attractivité du territoire (infrastructures, communications vers l'extérieur). Pour les acteurs des Causes méridionaux, le défi des prochaines années est de rendre le territoire attractif pour de nouveaux résidents tout en conservant son identité caussenarde.



## BIBLIOGRAPHIE

AGRESTE. *Actifs sur l'exploitation*,. 2008; Recensements agricoles 1998 et 2000, enquêtes sur la structure des exploitations agricoles 2005 - 2007].  
[http://agreste.agriculture.gouv.fr/IMG/pdf\\_R9109D04.pdf](http://agreste.agriculture.gouv.fr/IMG/pdf_R9109D04.pdf).

Coopere34 et Conseil général de l'Hérault. *Associations et collectivités, ensemble imaginons l'avenir de nos milieux naturels*. 2009.

Communauté de communes, et al., *Cahier des Charges d'étude de faisabilité – MO CCL&L Projet de Maison du Pastoralisme de la Prunarède dans le cadre de l'Opération Grand Site du Cirque de Navacelles*. 2010.

CPIE des Causses Méridionaux, *DOCOB site Natura 2000 FR 91 01385 « Causse du Larzac » Document final : Rapport opérationnel*. 2006. 560 p.

AGRESTE. *Effectifs Animaux*. 2008;  
[http://agreste.agriculture.gouv.fr/IMG/pdf\\_R9109D13.pdf](http://agreste.agriculture.gouv.fr/IMG/pdf_R9109D13.pdf).

Dechambre B. *La PAC et le développement rural*, in *L'agriculture, nouveaux défis*. 2007. 167 p.

Bureau J.C et Mahé L.P., *La réforme de la PAC au delà de 2013. Une vision à plus long terme*. 2008.

Kaufmann, J.C., *L'entretien compréhensif*. Sociologie, ed. Nathan, Sciences sociales 128. 1996, Paris. 128 p.:

Gervasoni, V., *Les outils de la PAC (CTE, CAD, MAE), portée et limites*, in *Société Française pour le Droit de l'Environnement* 2003.

Les Gestionnaires des Espaces Naturels Protégés du Languedoc-Roussillon et La région Languedoc-Roussillon, *Mesures Agro-Environnementales Territorialisées. Enjeu Biodiversité*. 2007.

FNSEA. *Mise en place des Droits à Paiement Unique. Historique et définitions*.  
[http://www.fnsea.fr/sites/webfnsea/dossiers/dpu/070710ymg\\_dpu.aspx](http://www.fnsea.fr/sites/webfnsea/dossiers/dpu/070710ymg_dpu.aspx).

Ministère de l'alimentation, de l'agriculture et de la pêche, *Notice d'information de la Prime au Maintien du Troupeau de Vache Allaitante (PMTVA)*. 2010.

CPIE des Causses Méridionaux., *Opérations collectives d'aménagement et de gestion de l'espace rural (OCAGER) "Programme de gestion des espaces agricoles, pastoraux et forestiers sur le Causse du Larzac"- phase 1*. 2006.

## ANNEXE 1 : Communiqué de presse de l'Ecole Thématique

Accessible à l'adresse : <http://www.cirad.fr/actualites/toutes-les-actualites/communiques-de-presse/2009/formation-agroforesterie>

### **Agroforesterie et sciences humaines : une belle entente !**

02/10/2009 - Communiqué de presse

**Du 5 au 17 octobre 2009, une école thématique intitulée « Formation aux méthodes des sciences humaines appliquées à l'agroforesterie » se déroulera au Cirad de Montpellier dans un premier temps, puis sur le terrain des Causses cévenols.**

Cette formation, financée par Agropolis Fondation et le Cirad est organisée par Nicole Sibelet, chercheuse au Cirad\* : *« nous accueillons 20 chercheurs ou enseignants-chercheurs en provenance d'universités et centres de recherches d'Afrique, Amérique du Sud, Inde et même Norvège. Ce sont des agronomes, écologues sociologues ou forestiers. L'objectif étant de permettre l'échange, de confronter nos pratiques en sciences humaines et en en socio-économie dans un contexte de recherche en agroforesterie ».*

L'école 2009 ne faillira pas à la tradition d'une formation à la recherche participative. Quatrième du nom, après l'école 2003 au Togo sur le cacao, après 2005 au Cameroun sur le projet [Prasac](#) et 2007 à Madagascar sur le projet [Foreaim](#), cette école de Montpellier met en scène chercheurs et agriculteurs au cœur de leurs exploitations des Causses du Gard et de l'Hérault.

### **Tour de plaine**

Auparavant, la première semaine passée dans les locaux du Cirad aura permis aux participants d'« analyser la commande » transmise par le [CPIE](#) des Causses Méridionaux, soit élaboré aux côtés des chercheurs encadrants du Cirad Michel Dulcire et Régis Peltier\*\* [et d'une formatrice indépendante Madeleine Mutel], les dimensions techniques, économiques et juridiques du sujet : l'agropastoralisme et son devenir sur le territoire cévenol.

Vient ensuite la partie des visites et enquêtes sur le vaste plateau caussenard. *« C'est une totale découverte pour certains chercheurs africains qui n'ont jamais vu un stockage de foin »* raconte Nicole Sibelet. Entourés d'un pool de formateurs, les participants rencontrent les acteurs locaux au cœur de leurs activités quotidiennes, les écoutent, repèrent les besoins, formulent les problématiques. Un véritable travail collectif qu'il s'agira de restituer sous forme orale et écrite en fin de formation. Ce bilan rédigé aussi sous forme de rapport est envoyé à toutes les personnes rencontrées et impliquées dans le déroulement de l'école thématique.

\* chercheuse à l'Umr (Unité mixte de recherche) Innovation et développement dans l'agriculture et l'agroalimentaire

\*\* Michel Dulcire travaille au sein de l'UMR Innovation et Régis Peltier à l'UPR (Unité propre de recherche)  
Ressources forestières

## ANNEXE 2 : Liste des participants à l'école thématique.

01	Mme	Cindy ADOLPHE	Doctorante IRD-MNHN (France)
02	M.	David Nicholas BARTON	Chercheur NINA, <i>Norwegian Institute for Nature Research</i> (Norvège)
03	Mme	Stéphanie CARRIERE	Chercheuse IRD (France)
04	M.	Youssef CISSE	Chercheur <i>Institut d'Economie Rurale</i> (Mali)
05	M.	Pierre CLINQUART	Etudiant ingénieur agronome PURPAN (France)
06	M.	Ibrahima DIOP	Enseignant ISRA (Sénégal)
07	M.	Charles GALABUZI	Chercheur <i>Faculty of Forestry and Nature Conservation</i> (Ouganda)
08	M.	Mohana GUDDE SEETARAMA RAO	Assistant professeur <i>University of Agricultural Sciences Bangalore</i> (Inde)
09	Mme	Sylvie GUILLERME	Chargée de recherche en géographie CNRS (France)
10	M.	Johann HUGUENIN	Chercheur CIRAD (France)
11	M.	David LANGAT	<i>Senior Research Officer KEFRI (Forestry Research Institute)</i> (Kenya)
12	Mme	Louise MEYLAN	Doctorante CIRAD (Belgique)
13	Mme	Mathilde MONTZIEUX	Ingénieur ISTOM (France)
14	Mme	Sabine NGUYEN BA	Ingénieur ISTOM (France)
15	M.	Oumarou PALOU MADI	Chercheur IRAD (Cameroun)
16	Mme	Volatiana Minah RAFALIMARO RANDRIAMIALISOA	(Madagascar) Etudiante en anthropologie
17	M.	Bruno RAPIDEL	Chercheur CIRAD, CATIE (Costa Rica)
18	M.	Guillaume ROUSSEAU	Consultant en plantes et pédologie, CATIE (Costa Rica)
19	M.	Mahamoudou SAID	Enseignant chercheur à l'université des Comores
20	M.	John TABUTI	Professeur Associé <i>Institute of Environment and Natural Ressources</i> (Ouganda)
21	Mme	Lucie TEMGOUA	Enseignante Université de Dschang (Cameroun)
22	M.	Cristobal VILLANUEVA	Spécialiste en élevage bovin durable CATIE (Guatemala)

### Liste des formateurs :

Formatrices organistrices :

- Nicole Sibelet, CIRAD
- Madeleine Mutel, formatrice indépendante

Encadrants :

- Régis Peltier, CIRAD
- Michel Dulcire, CIRAD

## **ANNEXE 3 : Guide d'entretien.**

- 1) Raconter nous l'histoire de votre installation sur les causses ?
- 2) Quel est votre parcours ?
- 3) Pouvez-vous nous décrire vos activités professionnelles ? /Décrivez nous vos activités ?
- 4) Quel regard portez-vous sur les causses Méridionaux ?
- 5) Parler nous des changements que vous avez perçus sur le paysage des Causses ? /Comment évolue ce causse selon vous ?
- 6) Décrivez nous vos problèmes ?
- 7) Quels sont vos projets ?/ Parlez nous de vos projets

## **ANNEXE 4 : La PMTVA en 2010**

Extrait de La région Languedoc-Roussillon (2007)

« La Prime au Maintien du Troupeau de Vaches Allaitantes est partiellement découplée à partir de la campagne 2010. Ainsi, 25% du montant de la part communautaire sont désormais intégrés dans les Droits à paiement unique (DPU). Le montant unitaire de la part communautaire de la PMTVA pour la campagne 2010 correspond donc à 75% du montant unitaire qui était valable pour la campagne 2009. Ainsi, les montants, hors modulation et hors éventuelle application d'un stabilisateur permettant de respecter le plafond budgétaire, sont les suivants :

<b>Montant de la prime (part communautaire)</b>	<b>Montant du complément de prime pour les 40 premières femelles (part nationale)</b>	<b>Montant du complément de prime pour les femelles suivantes (part nationale)</b>
<b>150 euros</b>	<b>50 euros</b>	<b>25,85 euros</b>

Une avance sera versée par l'Agence de services et de paiement à partir du 16 octobre 2009 pour les demandes dont la période de détention sera terminée. Le versement du solde interviendra lorsque tous les contrôles auront été effectués et, en tout état de cause, au plus tard le 30 juin 2010. »

## ANNEXE 5 : La PAC de 2007-2013

Une PAC fondée sur les attentes de la société :

Extrait de Dechambre Bernard (2007) :

« La nouvelle révision de la PAC intervenue en 2003 a bouleversé le premier pilier<sup>7</sup>, en introduisant notamment la conditionnalité qui subordonne le paiement des aides au respect des bonnes pratiques agricoles. A contrario, elle n'a apporté que des changements mineurs au 2e pilier : le menu est simplement complété par quatre mesures nouvelles concernant la qualité alimentaire et le bien-être animal. La principale nouveauté concernant le 2e pilier est l'annonce d'un accroissement important des moyens pour le développement rural avec la mise en place d'une modulation obligatoire qui conduit à réduire les aides du 1er pilier au profit du 2e pilier. Les véritables changements de contenu sont intervenus ultérieurement dans le nouveau règlement relatif au développement rural pour la période 2007-2013, règlement 1698/2005 adopté le 20 septembre 2005.

Les principales caractéristiques du nouveau cadre :

- un seul instrument de financement : le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) regroupe les financements en faveur du développement rural des sections garanties et orientation du FEOGA ;
- une nouvelle stratégie de développement rural nettement axée sur les priorités de l'UE ;
- un renforcement du cadre de suivi et d'évaluation pour assurer une meilleure communication des résultats.

Le nouveau cadre tend à donner une plus grande cohérence à la politique de développement rural en adoptant une démarche stratégique partant des attentes de la société. Ainsi, l'établissement des programmes de développement rural doit être précédé d'un plan stratégique national établi en concertation avec les acteurs du milieu rural. Ce plan doit aussi être cohérent avec les orientations stratégiques de la Communauté qui entendent mettre le développement rural au service des grands objectifs de l'Union définis aux sommets de Lisbonne (l'emploi) et de Göteborg (le développement durable).

Cette approche nouvelle se traduit par un regroupement des mesures, dont beaucoup sont déjà dans l'actuel règlement, selon 3 axes auxquels s'ajoute la démarche Leader assimilée à un axe à part entière :

– **axe prioritaire 1 : amélioration de la compétitivité des secteurs agricole et forestier**

La nouveauté réside dans l'accent mis sur l'innovation et le capital humain à côté des aides plus classiques au capital physique (investissements). Le volet économique de la sylviculture est également regroupé dans cet axe ;

– **axe prioritaire 2 : amélioration de l'environnement et de l'espace rural**

Les aides aux zones défavorisées sont intégrées dans cet axe à côté des MAE ainsi que le volet environnemental des actions concernant la sylviculture ;

– **axe prioritaire 3 : amélioration de la qualité de vie en milieu rural et diversification de l'économie rurale**

Cet axe regroupe les mesures non spécifiquement agricoles de l'ancien article 33. L'accent est mis sur toutes les actions susceptibles de contribuer à l'emploi et aux conditions de la croissance des zones rurales. Les actions en faveur de l'acquisition des compétences et l'organisation de stratégies locales seront privilégiées.

---

<sup>7</sup> Premier pilier de la PAC : organisations communes de marchés (OCM) des différentes filières : grandes cultures (céréales, oléagineux, protéagineux), sucre, lait, viande bovine, ovins, fruits et légumes, vins etc...  
Deuxième pilier de la PAC : développement rural.

Des pourcentages minimums de l'enveloppe budgétaire sont fixés afin d'assurer une programmation équilibrée : 10 % pour les axes 1 et 3 et 25 % pour l'axe 2. Pour la France, cela impliquera un effort accru en faveur de l'axe 3 puisque dans la répartition actuelle cet axe ne bénéficie que de 5 % des crédits ;

– **axe prioritaire 4 : l'approche Leader (Liaison entre actions de développement de l'économie rurale)**

Un des faits marquants du nouveau règlement est l'intégration de l'approche Leader dans les programmes de développement rural. Un minimum de 5 % des fonds destinés aux programmes nationaux est réservé pour la mise en œuvre de projets Leader élaborés par des groupes d'action locale.

Ces réorientations vont devoir s'effectuer dans un contexte budgétaire difficile. En effet, les ambitions affichées en faveur du développement rural ont été contrecarrées, lors des débats récents sur le financement de l'Union européenne, par la volonté de limiter la croissance des dépenses agricoles. Les montants arrêtés lors des dernières négociations début 2006 prévoient une baisse de 12 % en euros constants de la ligne développement rural à l'horizon 2013. La modulation permettra seulement un maintien du niveau. Le taux de modulation, fixé à 3 % en 2005, sera porté à 5 % à partir de 2007, dégageant 1,2 milliard d'euros supplémentaires pour le développement rural. Au total, le montant consacré au développement rural devrait ainsi se stabiliser au niveau actuel d'un peu plus de 10 milliards d'euros constants et 20 % des dépenses agricoles. »

## ANNEXE 6 : Les objectifs de Natura 2000

Sources : <http://www.natura2000.fr/spip.php?rubrique80>

Extrait du CPIE des Causses méridionaux (2006)

« Avec la constitution du réseau Natura 2000, l'Europe s'est lancée dans la réalisation d'un ambitieux réseau de sites écologiques dont les deux objectifs sont : préserver la diversité biologique et valoriser le patrimoine naturel de nos territoires.

Le maillage de sites s'étend sur toute l'Europe de façon à rendre cohérente cette initiative de préservation des espèces et des habitats naturels. Le vol des oiseaux migrateurs nous rappelle avec poésie que la nature et sa préservation n'ont pas de frontières.

### Deux directives européennes pour atteindre les objectifs de Natura 2000

En la matière, les deux textes de l'Union les plus importants sont les directives « Oiseaux » (1979) et « Habitats faune flore » (1992). Elles établissent la base réglementaire du grand réseau écologique européen. Les sites désignés au titre de ces deux directives forment le réseau Natura 2000.

**La directive « Oiseaux »** propose la conservation à long terme des espèces d'oiseaux sauvages de l'Union européenne en ciblant 181 espèces et sous-espèces menacées qui nécessitent une attention particulière. Plus de 3000 sites ont été classés par les Etats de l'Union en tant que Zones spéciales de Protection (ZSP). **La directive « Habitats faune flore »** établit un cadre pour les actions communautaires de conservation d'espèces de faune et de flore sauvages ainsi que de leur habitat. Cette directive répertorie plus de 200 types d'habitats naturels, 200 espèces animales et 500 espèces végétales présentant un intérêt communautaire et nécessitant une protection. Les Zones Spéciales de Conservation (ZSC), actuellement plus de 20000 pour 12% du territoire européen, permettent une protection de ces habitats et espèces menacées.

Une section particulière aux sites Natura 2000 dans le Code de l'environnement précise le cadre général de la désignation et de la gestion des sites Natura 2000 en France (art L. 414.1 à L. 414.7 du Code de l'Environnement).

**Le site « Causse du Larzac »** a été proposé à l'inscription au Réseau Natura 2000 en décembre 1999.

En 2003, l'Etat a désigné comme **opérateur local** le CPIE des Causses Méridionaux (Anciennement connu sous le nom d'Association des Causses Méridionaux ou ACM) dont l'objet est « d'assurer la sauvegarde, la mise en valeur des milieux caussenards, le développement concerté et la promotion des parties héraultaise et gardoise des Grands Causses, dénommées Causses Méridionaux ».

**Le CPIE des Causses Méridionaux a ainsi été missionné pour définir les modalités de gestion de la zone spéciale de conservation (ZSC) et de la zone de protection spéciale (ZPS) du site « Causse du Larzac » avec le plus large consensus possible des acteurs locaux (élus, socioprofessionnels, associatifs, propriétaires...).**

Le document qui désigne ces modalités de gestion est un « **document d'objectifs** » (DOCOB). »



## ANNEXE 7 : OCAGER sur les Causses du Larzac méridional

Extrait de Coopere34 et du Conseil général de l'Hérault (2009)

« Présenté par la communauté de communes lodévois et Larzac et le centre permanent d'initiatives pour l'environnement des causses méridionaux (CPIE CM)

Le Causse du Larzac méridional est un territoire pastoral de 30 000 hectares dont les richesses biologiques sont reconnues à l'échelle européenne puisqu'il est à la fois un site NATURA 2000 désigné au titre de la Directive « Habitats-Faune-Flore » et un site NATURA 2000 désigné au titre de la Directive « Oiseaux ».

Toutefois, la démarche NATURA 2000 ayant son propre cahier des charges, les acteurs locaux réunis autour du CPIE des Causses Méridionales ont identifié 3 problématiques auxquelles NATURA 2000 ne permettait pas de répondre directement :

- le foncier et usages agricoles
- la valorisation des espaces forestiers
- les aléas climatiques et la préservation de la ressource en eau.

L'Opération Concertée d'Aménagement de Gestion de l'Espace Rural « Causse du Larzac méridional » a ainsi été construite pour être un outil complémentaire à la mise en œuvre du DOCOB NATURA 2000.

L'objectif de l'OCAGER « Causse du Larzac méridional » est : « anticiper pour maintenir, relancer et développer les usages agro-sylvo-pastoraux en harmonie avec les objectifs environnementaux ».

La première phase qui s'est déroulée le premier semestre 2006 a consisté à récolter, compléter et/ou réactualiser les données relatives aux 3 problématiques identifiées mais aussi à réaliser une démarche de concertation locale à travers des questionnaires et des réunions publiques.

Les informations recueillies ont permis de rédiger des fiches actions à mettre en œuvre lors de la phase 2 toujours en cours. Ces actions portent sur :

- la mise en place d'une cellule de veille sur le foncier et l'accompagnement technique des propriétaires, agriculteurs et collectivités demandeurs
- l'information et la sensibilisation des propriétaires et usagers de l'espace
- des actions d'aménagements et d'investissements pastoraux
- des accompagnements techniques (gestion des parcs, multifonctionnalité de la forêt, bois énergie).

Les destinataires sont les propriétaires, les usagers du territoire (agriculteurs, éleveurs, forestiers...) et les collectivités.

La concertation s'est déclinée selon trois niveaux :

- **concertation technique**, 6 réunions
- **concertation des acteurs locaux** (élus, représentants des agriculteurs et des forestiers, associations de protection de la nature, de chasseurs et d'éducation à l'environnement), 2 réunions
- **concertation des propriétaires et des usagers.**

Elle repose sur :

- enquêtes auprès des propriétaires forestiers (323 questionnaires envoyés),
- 6 réunions publiques (4 réunions avec les propriétaires forestiers et 2 réunions avec les agriculteurs),
- 21 accompagnements techniques et visites/conseils.

Les cahiers des charges des fiches action de la phase 2 ont ainsi pu être rédigés en prenant en compte les demandes exprimées par les acteurs locaux concernés (propriétaires et usagers) et

la réalité technique du terrain. Le coordinateur de l'OCAGER est le CPIE des Causses Méridionaux, opérateur technique de la Communauté de Communes Lodévois et Larzac dans les domaines de l'agriculture et de l'environnement. »

Les partenaires techniques mobilisés sont la Chambre d'agriculture de l'Hérault, l'OIER le SUAMME L-R, le CRPF L-R, le CEN L-R, la SAFER, la Charte Intercommunale Lodévois-Larzac et les partenaires financiers : Fonds européen FEDER, Région Languedoc-Roussillon et Conseil général de l'Hérault. »